

I nformations
C orrespondance
O uvrières

SOMMAIRE

le
mouvement
pour
les

conseils
ouvriers

en
Allemagne

LE NUMÉRO

mensuel

1 franc

Numéro spécial (n° 42)

Aout-Septembre 1965

le mouvement pour

les conseils

OUVRIERS

en Allemagne

(1918-1935)

L'étude ci-dessous se rapporte à des événements déjà anciens. Plus d'un lecteur dira: c'est du passé, cela ne nous concerne plus, nous vivons dans un autre monde. Ceci est vrai bien sûr: la terre tourne, l'eau coule, etc.. Mais aussi la terre tourne et l'eau coule de la même façon depuis bien longtemps, il n'y a pas tous les jours du nouveau sous le soleil. La société capitaliste, elle, change rapidement; bien prétentieux cependant, celui qui prétendrait qu'aujourd'hui n'a rien à voir avec hier! Pour qui se préoccupe des problèmes que peut poser une éventuelle transformation de la société par les travailleurs eux-mêmes, à notre époque, l'examen du seul mouvement révolutionnaire d'une certaine ampleur qui, au XX^e siècle, a eu lieu dans un pays développé, offre certainement un utile sujet de réflexion. Sans doute un effort de pensée sera nécessaire; nous estimons qu'il en vaut la peine.

LA REVOLUTION ECLATE

En novembre 1918, le front allemand s'effondra. Les soldats désertèrent par milliers. Toute la machine de guerre craquait. Néanmoins, à Kiel, les officiers de la flotte décidèrent de livrer une dernière bataille: pour sauver l'honneur. Alors, les marins refusèrent de servir. Ce n'était pas leur premier soulèvement, mais les tentatives précédentes avaient été réprimées par les balles et les bonnes paroles. Cette fois-ci, il n'y avait plus d'obstacle immédiat; le drapeau rouge monta sur un navire de guerre, puis sur les autres. Les marins élurent des délégués qui formèrent un Conseil. Désormais les marins étaient obligés de tout faire pour généraliser le mouvement. Ils n'avaient pas voulu mourir au combat contre l'ennemi; mais s'ils demeuraient dans l'isolement, les troupes dites loyales interviendraient et, de nouveau, ce serait le combat, la répression. Aussi les matelots débarquèrent et marchèrent sur le grand port de Hambourg, de là, par le train ou par tout autre moyen, ils se répandirent dans toute l'Allemagne.

Le geste libérateur était accompli. Les événements s'enchaînaient maintenant rigoureusement. Hambourg accueillit les marins avec enthousiasme; soldats et ouvriers se solidarisaient avec eux, ils élurent eux aussi des Conseils. Bien que cette forme d'organisation fut jusque là inconnue dans la pratique, un vaste réseau de Conseils Ouvriers et de Conseils de Soldats couvrit promptement, en quatre jours, le pays. Peut-être avait-on entendu parler des Soviets russes de 1917, mais alors très peu: la censure veillait. En tout cas, aucun parti, aucune organisation n'avait jamais proposé cette nouvelle forme de lutte.

PRECURSEURS DES CONSEILS

Toutefois, pendant la guerre en Allemagne, des organismes assez analogues avaient fait leur apparition dans les usines. Ils étaient formés au cours des grèves par des responsables élus, appelés hommes de confiance. Chargés par le syndicat de petites fonctions sur le tas, ces derniers, dans la tradition syndicale allemande, devaient assurer un lien entre la base et les centrales, transmettre aux centrales les revendications des ouvriers. Pendant la guerre, ces griefs étaient nombreux (les principaux portaient sur l'intensification du travail et l'augmentation des prix). Mais les syndicats allemands - comme ceux des autres pays - avaient constitué un front unique avec le gouvernement, afin de lui garantir la paix sociale en échange de menus avantages pour les ouvriers et de la participation des dirigeants syndicaux à divers organismes officiels. Aussi les hommes de confiance frappaient-ils à la mauvaise porte. Les "fortes têtes" étaient, tôt ou tard, expédiées aux armées, dans des unités spéciales. Il était donc difficile de prendre position, publiquement, contre les syndicats.

Les hommes de confiance cessèrent donc de renseigner les centrales syndicales - cela n'en valait pas la peine -, mais la situation, et par conséquent, les revendications ouvrières, n'en demeurait pas moins ce qu'elle était; ils se réunirent clandestinement. En 1917, brusquement, un flot de grèves sauvages déferla sur le pays. Spontanés, ces mouvements n'étaient pas dirigés par une organisation stable et permanente; s'ils se déroulaient avec un certain ensemble, c'est qu'ils avaient été précédés de discussions et d'accords entre diverses usines, les contacts préliminaires aux actions étant pris par les hommes de confiance de ces usines.

Dans ces mouvements, provoqués par une situation intolérable, en l'absence de toute organisation à laquelle accorder une confiance si limitée fût-elle, les conceptions différentes (sociale-démocrate, religieuse, libérale, anarchiste, etc..) des ouvriers devaient s'effacer devant les nécessités de l'heure; les masses laborieuses étaient obligées de décider par elles-mêmes, sur la base de l'usine. A l'automne 1918, ces mouvements, jusqu'alors sporadiques et cloisonnés plus ou moins les uns par rapport aux autres, prirent une forme précise et généralisée. Aux côtés des administrations classiques (police, ravitaillement, organisation du travail, etc..) parfois même-en partie- à leur place, les Conseils Ouvriers prenaient le pouvoir dans les centres industriels importants: à Berlin, à Hambourg, Brême, dans la Ruhr et dans le centre de l'Allemagne, en Saxe. Mais les résultats furent minces. Pourquoi?

UNE FACILE VICTOIRE:

Cette carence provient de la facilité même avec laquelle se formèrent les Conseils Ouvriers. L'appareil d'Etat avait perdu toute autorité; s'il s'écroulait, ici et là, ce n'était pas en conséquence d'une lutte acharnée et volontaire des travailleurs. Leur mouvement rencontrait le vide et s'étendait donc sans difficultés, sans qu'il soit nécessaire de combattre et de réfléchir sur ce combat. Le seul objectif dont on parlait était celui de l'ensemble de la population: la paix.

Il y avait là une différence essentielle avec la révolution russe. En Russie, la première vague révolutionnaire, la Révolution de Février, balaya le régime tsariste; mais la guerre continuait. Le mouvement des travailleurs unis trouvait ainsi une raison d'accentuer sa pression, de se montrer de plus en plus hardi et décidé. Mais en Allemagne l'aspiration première de la population, la paix, fut immédiatement comblée; le pouvoir impérial laissait place à la République. Quelle serait cette république?

Avant la guerre, il n'y avait sur ce point aucune divergence entre les travailleurs. La politique ouvrière, en pratique comme en théorie, était faite par le parti social-démocrate et les syndicats, adoptée et approuvée par la majorité des travailleurs organisés. Pour les membres du mouvement socialiste, formé au cours de la lutte pour la démocratie parlementaire et les réformes sociales, nourri par cette lutte, l'Etat démocratique bourgeois devait être un jour le levier du socialisme. Il suffisait d'acquérir une majorité au Parlement, et les ministres socialistes nationaliseraient, pas à pas, la vie économique et sociale; ce serait le socialisme.

Il y avait aussi, sans doute, un courant révolutionnaire, dont Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient les représentants les plus connus. Toutefois ce courant ne développa jamais des conceptions nettement opposées au Socialisme d'Etat; il ne constituait qu'une opposition au sein du vieux parti, au point de vue de la base ce courant ne se distinguait pas clairement de l'ensemble.

CONCEPTIONS NOUVELLES

Pourtant des conceptions nouvelles virent le jour pendant les grands mouvements de masse de 1918-1921. Elles n'étaient pas la création d'une prétendue avant-garde, mais bien créées par les masses elles-mêmes. Dans la pratique, l'activité indépendante des ouvriers et des soldats avait reçu sa forme organisationnelle:

les Conseils, ces nouveaux organes agissant dans un sens de classe. Et, parce qu'il y a une liaison étroite entre les formes prises par la lutte de classe et les conceptions de l'avenir, il va sans dire que, ça et là, les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. A présent, les travailleurs dirigeaient leurs propres luttes en dehors des appareils des partis et des syndicats; aussi l'idée prenait corps que les masses devaient exercer une influence directe sur la vie sociale par le moyen des Conseils. Il y aurait alors "dictature du prolétariat" comme on disait; une dictature qui ne serait pas exercée par un parti, mais serait l'expression de l'unité enfin réalisée de toute la population travailleuse. Certes, une telle organisation de la société ne serait pas démocratique au sens bourgeois du terme, puisque la partie de la population, ne participant pas à la nouvelle organisation de la vie sociale, n'aurait voix ni dans les discussions ni dans les décisions.

Nous disions que les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. Mais il devint vite évident que les traditions parlementaires et syndicales étaient trop profondément enracinées dans les masses pour être extirpées à bref délai. La bourgeoisie, le parti social-démocrate et les syndicats firent appel à ces traditions pour battre en brèche les nouvelles conceptions. Le parti, en particulier, se félicitait en paroles de cette nouvelle façon que les masses avaient de s'imposer dans la vie sociale. Il allait jusqu'à exiger que cette forme de pouvoir direct soit approuvée et codifiée par une loi. Mais, s'il leur témoignait ainsi sa sympathie, l'ancien mouvement ouvrier, en entier, reprochait aux Conseils de ne pas respecter la démocratie, tout en les excusant en partie à cause de leur manque d'expérience. En fait, par manque de démocratie, les anciennes organisations reprochaient aux Conseils de ne pas leur faire une place assez grande et aussi de les concurrencer. En réclamant ce qu'ils appelaient la démocratie ouvrière, les vieux partis et syndicats réclamaient que tous les courants du mouvement ouvrier soient représentés dans les Conseils, proportionnellement à leur importance respective.

LE PIEGE

La plus grande partie des travailleurs étaient incapables de réfuter cet argument: il correspondait trop à leurs anciennes habitudes. Aussi, les Conseils Ouvriers vinrent-ils à réunir des représentants du parti social-démocrate, des syndicats, des social-démocrates de gauche, des coopératives de consommation, etc., ainsi que des délégués d'usine. Il est évident que de tels Conseils n'étaient plus les organes d'équipes de travailleurs, réunis par la vie de l'usine, mais des formations issues de l'ancien mouvement ouvrier et ouvrant à la restauration du capitalisme sur la base du capitalisme d'Etat démocratique.

Cela signifiait la ruine des efforts ouvriers. En effet, les délégués aux Conseils ne recevaient plus leurs directives de la masse, mais de leurs différentes organisations. Ils adjuraient les travailleurs de respecter et de faire régner "l'ordre", proclamant que "dans le désordre, pas de socialisme". Dans ces conditions, les Conseils perdirent rapidement toute valeur aux yeux des ouvriers. Les institutions bourgeoises se remirent à fonctionner, sans se soucier de l'avis des Conseils; tel était précisément le but de l'ancien mouvement ouvrier.

L'ancien mouvement ouvrier pouvait être fier de sa victoire. La loi votée par le Parlement, fixait dans le détail les droits et les devoirs des Conseils. Ils auraient pour tâche de surveiller l'application des lois sociales. Autrement dit, les Conseils devenaient à leur façon des rouages de l'Etat; ils participaient à sa bonne marche, au lieu de le démolir. Cristallisés dans les masses,

les traditions se révélèrent plus puissantes que les résultats de l'action spontanée.

Malgré cette "révolution avortée", on ne peut dire que la victoire des éléments conservateurs ait été simple et facile. La nouvelle orientation des esprits, tout de même assez forte pour que des centaines de milliers d'ouvriers luttent avec acharnement afin que les Conseils gardent leur caractère de nouvelles unités de classe. Il fallut cinq ans de conflits incessants, et parfois de combats armés, le massacre de 35.000 ouvriers révolutionnaires, pour que le mouvement des Conseils soit définitivement vaincu par le front unique de la bourgeoisie, de l'ancien mouvement ouvrier et des gardes-blancs, formés par les hobereaux prussiens et les étudiants réactionnaires.

COURANTS POLITIQUES

On peut distinguer en gros, quatre courants politiques du côté des ouvriers:

a) les social-démocrates. Ils voulaient nationaliser graduellement les grandes industries en utilisant la voie parlementaire. Ils tendaient également à réserver aux syndicats seulement le rôle d'intermédiaires entre les travailleurs et le capital d'Etat.

b) les communistes. S'inspirant plus ou moins de l'exemple russe, ce courant préconisait une expropriation directe des capitalistes par les masses. Selon eux, les ouvriers révolutionnaires avaient pour devoir de "conquérir" les syndicats et de les "rendre révolutionnaires".

c) les anarcho-syndicalistes. Ils s'opposaient à la prise du pouvoir politique et à tout Etat. D'après eux, les syndicats représentaient la formule de l'avenir; il fallait lutter pour que les syndicats prennent une extension telle qu'ils seraient en mesure, alors, de gérer toute la vie économique. L'un des théoriciens les plus connus de ce courant écrivait, en 1920, que les syndicats ne devaient pas être considérés comme un produit transitoire du capitalisme, mais bien comme les germes d'une future organisation socialiste de la Société. Il sembla tout d'abord en 1919, que l'heure de ce mouvement était venue. Ces syndicats se gonflèrent dès l'écroulement de l'Empire allemand. En 1920, les syndicats anarchistes comptaient autour de deux cent mille membres.

d) Toutefois, cette même année, 1920, les effectifs des syndicats révolutionnaires se réduisirent. Une grande partie de leurs adhérents se dirigeaient maintenant vers une toute autre forme d'organisation, mieux adaptée aux conditions de la lutte: l'organisation révolutionnaire d'usine. Chaque usine avait, ou devait avoir sa propre organisation, agissant indépendamment des autres, et qui même, dans un premier stade, n'était pas reliée aux autres. Chaque usine faisait donc figure de "république indépendante", repliée sur elle-même.

Sans doute, ces organismes d'usines étaient-ils une réalisation des masses; cependant, il faut souligner qu'ils apparaissaient dans le cadre d'une révolution, sinon vaincue, du moins stagnante. Il devint vite évident que les ouvriers ne pouvaient pas, dans l'immédiat, conquérir et organiser le pouvoir économique et politique par le moyen des Conseils; il faudrait tout d'abord soutenir

une lutte sans merci contre les forces qui s'opposaient aux Conseils. Les ouvriers révolutionnaires commençaient donc à rassembler leurs propres forces dans toutes les usines, afin de rester en prise directe sur la vie sociale. Par leur propagande, ils s'efforçaient d'éveiller la conscience des ouvriers, les invitaient à sortir des syndicats et adhérer à l'organisation révolutionnaire d'usine; les ouvriers comme un tout, pourraient alors diriger eux-mêmes leurs propres luttes, et conquérir le pouvoir économique et politique sur toute la Société.

En apparence, la classe ouvrière faisait ainsi un grand pas en arrière sur le terrain de son organisation. Tandis qu'auparavant, le pouvoir des ouvriers était concentré dans quelques puissantes organisations centralisées, il se désagrégait à présent dans des centaines de petits groupes, réunissant quelques centaines ou quelques milliers d'adhérents, selon l'importance de l'usine. En réalité, cette forme se révélait la seule qui permit de poser les jalons d'un pouvoir ouvrier direct; aussi, bien que relativement petites, ces nouvelles organisations effrayaient la bourgeoisie, la social-démocratie, et les syndicats.

DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS D'USINES

Toutefois, ce n'est pas par principe que ces organisations se tenaient isolées les unes des autres. Leur apparition s'était effectuée çà et là, de façon spontanée et séparée, au cours de grèves sauvages (parmi les mineurs de la Ruhr, en 1919, par exemple). Une tendance se fit jour en vue d'unifier tous ces organismes et d'opposer un front cohérent à la bourgeoisie et à ses acolytes. L'initiative partit des grands ports, Hambourg et Brême; en avril 1920, une première conférence d'unification se tint à Hanovre, des délégations venues des principales régions industrielles de l'Allemagne y participèrent. La police intervint et dispersa le Congrès. Mais elle arrivait trop tard. En effet, l'organisation générale, unifiée était déjà fondée; elle avait pu mettre au net les plus importants de ses principes d'action. Cette organisation s'était donnée le nom d'Union Générale des Travailleurs d'Allemagne: AAUD (Allgemeine Arbeiter Union-Deutschlands). L'AAUD avait pour principe essentiel la lutte contre les syndicats et les Conseils d'Entreprise légaux, ainsi que le refus du parlementarisme. Chacune des organisations, membres de l'Union, avait droit au maximum d'indépendance et à la plus grande liberté de choix dans sa tactique.

A cette époque en Allemagne, les syndicats comptaient plus de membres qu'ils n'en avaient jamais eu et qu'ils ne devaient en voir depuis. Ainsi, en 1920 les syndicats d'obédience socialiste regroupaient presque huit millions de cotisants dans 52 associations syndicales; les syndicats chrétiens avaient plus d'un million d'adhérents; et les syndicats-maison, les jaunes, en réunissaient près de 300.000. En outre, il y avait des organisations anarcho-syndicalistes (FAUD) et aussi quelques autres qui, un peu plus tard, devaient adhérer à l'ISR (Internationale Syndicale Rouge, dépendant de Moscou). Tout d'abord, l'AAUD ne rassembla que 80.000 travailleurs (avril 1920); mais sa croissance fut rapide et, à la fin de 1920, ce nombre passa à 300.000. Certaines des organisations qui la composaient affirmaient, il est vrai, une égale sympathie pour la FAUD ou l'ISR. Mais dès décembre 1920, des divergences politiques provoquèrent une grande scission au sein de l'AAUD; de nombreuses associations adhérentes la quittèrent pour former une nouvelle organisation dite unitaire: l'AAUD - E. Après cette rupture, l'AAUD déclarait compter encore plus de 200.000 membres, lors de son 4^e Congrès (juin 1921). En réalité, ces chiffres n'étaient déjà plus exacts; au mois de mars 1921, l'échec de l'insurrection d'Allemagne centrale avait littéralement décapité et démantelé l'AAUD. Encore faible, l'organisation

ne put résister de manière efficace à une énorme vague de répression policière et politique

LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND (KPD)

Avant d'examiner les diverses scissions dans le mouvement des organisations d'usines, il est nécessaire de parler du parti communiste (KPD). Pendant la guerre, le parti social-démocrate se tint aux côtés -ou plutôt derrière- des classes dirigeantes et fit tout pour leur assurer "la paix sociale"; à l'exception toutefois d'une mince frange de militants et de fonctionnaires du parti dont les plus connus étaient Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ces derniers faisaient de la propagande contre la guerre et critiquaient violemment le parti social-démocrate. Ils n'étaient pas tout à fait seuls. Outre leur groupe, la "Ligue Spartacus", il y avait, entre autres, des groupes comme les "Internationalistes" de Dresde et de Francfort, les "Radicaux de Gauche" de Hambourg ou le "Politique Ouvrière" de Brême. Dès novembre 1918 et la chute de l'Empire, ces groupes, formés à l'école de la "Gauche" social démocrate, se prononcèrent pour une lutte "dans la rue" destinée à forger une organisation nouvelle, politique et qui s'orienterait dans une certaine mesure sur la révolution russe. Finalement, un Congrès d'unification se tint à Berlin et, dès le premier jour, fut fondé le parti communiste (30/12/18) (1). Ce parti devint immédiatement un lieu de rassemblement pour nombre d'ouvriers révolutionnaires qui exigeaient "tout le pouvoir aux Conseils Ouvriers".

Il faut noter que les fondateurs de la KPD formèrent, en quelque sorte par droit de naissance, les cadres du nouveau parti; ils y introduisirent donc souvent avec eux, l'esprit de l'ancien. Les ouvriers qui affluaient maintenant à la KPD et se préoccupaient en pratique des nouvelles formes de lutte, n'osaient pas toujours affronter leurs dirigeants, par respect de la discipline, et se pliaient fréquemment à des conceptions périmées. "Organisations d'usines", ce mot recouvre en effet des notions très dissemblables. Il peut désigner, comme le pensaient les fondateurs de la KPD, une simple forme d'organisation, sans plus, et donc soumise à des directives qui sont décidées en dehors d'elle: c'était la vieille conception. Il peut aussi renvoyer à un ensemble tout différent d'attitudes et de mentalités. Dans ce sens nouveau, la notion d'organisation d'usines implique un bouleversement des idées admises jusqu'alors à propos de :

- a) l'unité de la classe ouvrière
- b) la tactique de lutte
- c) les rapports entre les masses et sa direction
- d) la dictature du prolétariat
- e) les rapports entre l'Etat et la Société
- f) le communisme en tant que système économique et politique.

Or, ces problèmes se posaient dans la pratique des luttes nouvelles; il fallait tenter de les résoudre ou disparaître en tant que forces neuves. La nécessité d'un renouvellement des idées, par conséquent, se faisait pressante; mais les cadres du parti - s'ils avaient eu le courage de quitter leurs anciens postes - ne pensaient plus maintenant qu'à reconstituer le nouveau parti sur le modèle de l'ancien, en évitant ses mauvais côtés, en peignant ses buts en rouge et non plus

(1) on trouvera la traduction du compte rendu de ce Congrès, réunie à d'autres matériaux intéressants dans A. Prudhommeaux, Spartacus et la Commune de Berlin, Cahiers Spartacus, oct. nov. 1949.

en rose et blanc. D'autre part, il va sans dire que les idées nouvelles souffraient d'un manque d'élaboration et de netteté, qu'elles ne se présentaient pas comme un tout harmonieux, tombé du ciel ou d'un cerveau unique. Plus prosaïquement, elle provenaient en partie du vieux fond idéologique, le neuf y cotoyait l'ancien et s'y mêlait. En bref les jeunes militants de la KPD ne s'opposaient pas de façon massive et résolue à leur direction, mais ils étaient faibles et divisés sur bien des questions.

LE PARLEMENTARISME

La KPD dès sa fondation, se divisa sur l'ensemble des problèmes soulevés par la notion nouvelle des "organisations d'usines". Le gouvernement provisoire, dirigé par le social-démocrate Ebert, avait annoncé des élections pour une Assemblée constituante. Le jeune parti devait-il participer à ces élections, même pour les dénoncer? Cette question provoqua des discussions très vives au Congrès. La grande majorité des ouvriers exigeait le refus de toute participation aux élections. Au contraire, la direction du parti, y compris Liebknecht et Luxembourg, se prononçait pour une campagne électorale. La direction fut battue aux voix, la majorité du parti se déclare anti-parlementaire. Selon cette majorité, la Constituante n'avait pas d'autre objet que de consolider le pouvoir de la bourgeoisie en lui donnant une base "légale". A l'inverse, les éléments prolétariens de la KPD tenaient surtout à rendre plus actifs, "activer" les Conseils ouvriers existants et à naître; ils voulaient donc mettre en valeur la différence entre démocratie parlementaire et démocratie ouvrière en répandant le mot d'ordre: "tout le pouvoir aux Conseils ouvriers".

La direction de la KPD voyait dans cet anti-parlementarisme, non pas un renouvellement, mais une régression vers des conceptions syndicalistes et anarchistes, comme celles qui se manifestèrent au début du capitalisme industriel. En réalité, l'anti-parlementarisme du nouveau courant n'avait pas grand'chose de commun avec le "syndicalisme révolutionnaire" et "l'anarchisme". Il en représentait même à bien des égards, la négation. Tandis que l'anti-parlementarisme des libertaires s'appuyait sur le refus du pouvoir politique, et en particulier de la dictature du prolétariat, le nouveau courant considérait l'anti-parlementarisme comme une condition nécessaire à la prise du pouvoir politique. Il s'agissait donc d'un anti-parlementarisme "marxiste".

LES SYNDICATS

Sur la question des activités syndicales, la direction de la KPD avait, naturellement, une façon de voir différente de celle du courant "organisations d'usines". Cela donna lieu également à des discussions, peu de temps après le Congrès (et aussi l'assassinat de Karl et de Rosa).

Les propagandistes des Conseils mettaient en avant le mot d'ordre: "sortez des syndicats ! adhérez aux organisations d'usines ! Formez des Conseils ouvriers". Mais la direction de la KPD déclarait: "restez dans les syndicats !" Elle ne pensait pas, il est vrai, "conquérir" les Centrales syndicales, mais elle croyait possible de "conquérir" la direction de quelques branches locales. Si ce projet prenait corps, alors on pourrait réunir ces organisations locales dans une nouvelle Centrale qui, elle, serait révolutionnaire.

Là encore, la direction de la KPD essuya une défaite. La plupart de ses sections refusèrent d'appliquer ses instructions. Mais la direction décida de maintenir ses positions, fût-ce au prix de l'exclusion de la majorité de ses membres; elle fut soutenue par le parti russe et son chef, Lénine, qui rédigea à cette occasion sa néfaste brochure sur "La maladie infantile". Cette opération se fit au Congrès de Heidelberg (octobre 1919) où, par diverses machinations, la direction parvint à exclure de façon "démocratique" plus de la moitié du parti... Désormais le parti communiste allemand était en mesure de mener sa politique parlementaire et syndicale (avec des résultats plutôt piteux); l'exclusion des révolutionnaires lui permit de s'unir, un peu plus tard (octobre 1920) avec une partie des socialistes de gauche (et de quadrupler en nombre; mais pour trois ans seulement). En même temps, la KPD perdait ses éléments les plus combattifs et devait se soumettre inconditionnellement aux volontés de Moscou.

LE PARTI OUVRIER-COMMUNISTE (KAPD)

Quelque temps après, les exclus formèrent un nouveau parti: la KAPD. Ce parti entretenait des rapports étroits avec l'AAUD. Dans les mouvements de masse, qui eurent lieu au cours des années suivantes, la KAPD fut une force qui compta. On redoutait autant sa volonté et sa pratique d'actions directes et violentes que sa critique des partis et des syndicats, sa dénonciation de l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes, et d'abord à l'usine, bien entendu; sa presse et ses publications diverses participent souvent de ce que la littérature marxiste offrait de meilleur à cette époque de décadence du mouvement ouvrier marxiste, et cela, bien que la KAPD s'embarrassât encore de vieilles traditions.

LA KAPD ET LES DIVERGENCES AU SEIN DE L'AAUD

Quittons maintenant les partis, et revenons au mouvement des "organisations d'usines". Ce jeune mouvement démontrait que d'importants changements s'étaient produits dans la conscience du monde ouvrier. Mais ces transformations avaient eu des conséquences variées; différents courants de pensée se révélaient très distinctement dans l'AAUD. L'accord était général sur les points suivants:

- a) la nouvelle organisation devait s'efforcer de grandir
- b) sa structure devait être conçue de manière à éviter la constitution d'une nouvelle clique de dirigeants.
- c) cette organisation devrait organiser la dictature du prolétariat lorsqu'elle rassemblerait des millions de membres.

deux points provoquaient des antagonismes insurmontables:

- a) nécessité ou non d'un parti politique en dehors de l'AAUD
- b) gestion de la vie économique et sociale.

Au début, l'AAUD n'avait que des rapports assez vagues avec la KPD; aussi ces divergences n'avaient-elles pas de portée pratique. Les choses changèrent avec la fondation de la KAPD. L'AAUD coopéra étroitement avec la KAPD et ceci contre la volonté d'un grand nombre de ses adhérents, surtout en Saxe, à Francfort, Hambourg, etc..(il ne faut pas oublier que l'Allemagne était encore extrêmement décentralisée, et ce découpage se répercutait aussi sur la vie des organisations ouvrières). Les adversaires de la KAPD dénoncèrent la formation en son sein d'une "clique de dirigeants" et, en décembre 1920, formèrent l'AAUD-E (E: Einheitsorganisation, organisation unitaire) qui repoussait tout isolement d'une partie du prolétariat dans une organisation "spécialisée", un parti politique.

LA PLATE-FORME COMMUNE

Quels étaient les arguments des trois courants en présence? Il y avait unité de vue dans l'analyse du monde moderne. En gros, tout le monde reconnaissait que la Société avait changé: au XIX^e siècle, le prolétariat ne formait qu'une minorité restreinte dans la Société; il ne pouvait lutter seul et devait chercher à se concilier d'autres classes, d'où la stratégie démocratique de Marx. Mais ces temps étaient révolus à tout jamais, du moins dans les pays développés d'Occident. Là le prolétariat constituait maintenant la majorité de la population tandis que toutes les couches de la bourgeoisie s'unifiaient derrière le grand Capital, lui-même unifié. Désormais, la révolution était l'affaire du prolétariat seul. Elle était inévitable, car le capitalisme était entré dans sa crise mortelle (on n'oubliera pas que cette analyse date des années 20 et 30).

Si la Société avait changé, en Occident du moins, alors la conception même du communisme devait changer, elle aussi. Il se révélait, d'ailleurs, que les vieilles idées, appliquées par les vieilles organisations, représentaient tout le contraire d'une émancipation sociale. C'est par exemple, ce que soulignait en 1924 Otto Ruehle, l'un des principaux théoriciens de l'AAUD-E:

" La nationalisation des moyens de production, qui continue d'être le programme de la social-démocratie en même temps que celui des communistes, n'est pas la socialisation. A travers la nationalisation des moyens de production, on peut arriver à un capitalisme d'Etat fortement centralisé, qui aura peut-être quelque supériorité sur le capitalisme privé, mais qui n'en sera pas moins un capitalisme ".

Le communisme résulterait de l'action des ouvriers, de leur lutte active et surtout "par eux-mêmes". Pour cela, il fallait d'abord que se créent de nouvelles organisations. Mais que seraient ces organisations? Là les opinions divergeaient et ces antagonismes aboutissaient à des scissions. Elles furent nombreuses. Tandis que la classe ouvrière cessait progressivement d'avoir une activité révolutionnaire, que ses formations officielles n'avaient d'action que spectaculaire autant que dérisoire, ceux qui voulaient agir ne faisaient qu'exprimer, à leur corps défendant, la décomposition générale du mouvement ouvrier. Néanmoins, il n'est pas inutile de rappeler, ici, leurs divergences.

LA DOUBLE ORGANISATION

La KPD repoussait l'idée de parti de masse, dans le style léniniste qui prévalut après la Révolution russe, et soutenait qu'un parti révolutionnaire est nécessairement le parti d'une élite, petit donc, mais basé sur la qualité et non sur le nombre. Le parti, rassemblant les éléments les mieux éduqués du prolétariat, devrait agir comme un levain dans les masses, c'est-à-dire diffuser la propagande, entretenir la discussion politique, etc... La stratégie qu'il recommandait, c'était la stratégie classe contre classe, basée à la fois sur la lutte dans les usines et le soulèvement armé -parfois même, en préliminaire, l'action terroriste (actions à la bombe, pillage de banques, de bijouterie, etc... fréquentes au début des années 20). La lutte dans les usines, dirigée par des comités d'action aurait pour effet de créer l'atmosphère et la conscience de classe nécessaires aux luttes en masse et d'amener des masses toujours plus larges de travailleurs à se mobiliser pour les luttes décisives.

Herman Gorter, l'un des principaux théoriciens de ce courant, justifiait ainsi la nécessité d'un petit parti politique communiste:

" La plupart des prolétaires sont dans l'ignorance. Ils ont de faibles notions d'économie et de politique, ne savent pas grand'chose des événements nationaux et internationaux, des rapports qui existent entre ces derniers et de l'influence qu'ils exercent sur la révolution. Ils ne peuvent accéder au savoir en raison de leur situation de classe. C'est pourquoi ils ne peuvent agir au moment qui convient. Ils agissent quand ils ne devraient pas, n'agissent pas quand ils le devraient. Ils se trompent très souvent. "

Ainsi, le petit parti sélectionné aurait une mission éducatrice, il ferait office de catalyseur au niveau des idées. Mais la tâche de regrouper progressivement les masses, de les organiser, reviendrait à l'AAUD, appuyée sur un réseau d'organisations d'usines, et dont l'objectif essentiel serait de contrebattre et de ruiner l'influence des syndicats; par la propagande, certes, mais aussi et surtout par des actions acharnées, celles "d'un groupe qui montre dans sa lutte ce que doit devenir la masse " (1) disait encore Gorter. Finalement, au cours de la lutte révolutionnaire, les organisations d'usines se transformeraient en Conseils Ouvriers, englobant tous les travailleurs et directement soumis à leur volonté à leur contrôle. En bref, la "dictature du prolétariat" ne serait rien d'autre qu'une AAUD étendue à l'ensemble des usines allemandes.

LES ARGUMENTS de l'AAUD-E

Opposée au parti politique séparé des organisations d'usines, l'AAUD-E voulait édifier une grande organisation unitaire qui aurait pour tâche de mener la lutte pratique directe des masses et aussi, plus tard, d'assumer la gestion de la société sur la base du système des Conseils Ouvriers. Ainsi donc la nouvelle organisation aurait-elle des objectifs à la fois économiques et politiques. D'un côté cette conception différait du "vieux syndicalisme révolutionnaire" qui s'affirmait hostile à la constitution d'un pouvoir politique spécifiquement ouvrier et à la dictature du prolétariat. D'un autre côté, l'AAUD-E, tout en admettant que le prolétariat est faible, divisé et ignorant, et qu'un enseignement continu lui est donc nécessaire ne voyait pas pour autant l'utilité d'un parti d'élite, style KAPD. Les organisations d'usines suffisaient à ce rôle d'éducation puisque la liberté de parole et de discussion y était assurée.

Il est caractéristique que l'AAUD-E adressait à la KAPD une critique dans l'"esprit KAP": d'après l'AAUD-E, la KAPD était un parti centralisé, doté de dirigeants professionnels et de rédacteurs appointés, qui ne se distinguait du parti communiste officiel que par son rejet du parlementarisme; la "double organisation" n'étant rien d'autre alors que l'application d'une politique de la "double mangeoire" au profit des dirigeants. La plupart des tendances de l'AAUD-E quant à elles, repoussaient l'idée de dirigeants rémunérés: "ni cartes, ni statuts ni rien de ce genre", disait-on. Certains allèrent même jusqu'à fonder des organisations anti-organisations...

En gros donc, l'AAUD-E soutenait que si le prolétariat est trop faible ou trop aveugle pour prendre des décisions au cours de ses luttes, ce n'est pas une

(1) H. Gorter, Réponse à Lénine (1920) Paris, 1930, p. 37

décision prise par un parti qui pourra y remédier. Personne ne peut agir à la place du prolétariat et il doit, par lui-même, surmonter ses propres défauts, sans quoi il sera vaincu et paiera lourdement le prix de son échec. La double organisation est une conception périmée, vestige de la tradition: parti politique et syndicats.

Cette séparation entre les trois courants: KAP, AAU et AAU-E eut des conséquences dans la pratique. Ainsi lors de l'insurrection d'Allemagne centrale, en 1921, qui fut déclenchée et menée en grande partie par des éléments armés de la KAPD (alors encore reconnus comme sympathisants de la III^e Internationale) l'AAU-E refusa de participer à cette lutte destinée, d'après elle, à camoufler les difficultés russes et la répression de Cronstadt.

Malgré un érièvement continu, que précipitaient des polémiques très vives et trop souvent embrouillées par des questions de personnes, en dépit d'outrances provoquées par une déception et un désespoir profonds, "l'esprit KAP", c'est-à-dire l'insistance sur l'action directe et violente, la dénonciation passionnée du capitalisme et de ses lieutenants ouvriers de toutes couleurs politiques et syndicales (y compris "les maires du palais" de Moscou), exerça longtemps une influence sensible dans les masses. Il faut ajouter que toutes ces tendances disposaient d'une presse importante, généralement alimentée en argent par des moyens illégaux, et que souvent réduits au chômage, en raison de leur comportement subversif, leurs membres étaient extrêmement actifs, dans la rue, dans les réunions publiques, etc...

LE RECOURS

On avait cru que la soudaine croissance des organisations d'usines en 1919 et 1920, continuerait à peu près à la même cadence au cours des luttes à venir. On avait cru que les organisations d'usines deviendraient un grand mouvement de masses, groupant "des millions et des millions de communistes conscients", lesquels contrebalanceraient le pouvoir des syndicats prétendument ouvriers. Partant de cette juste hypothèse que le prolétariat ne peut lutter et vaincre que comme classe organisée, on croyait que les travailleurs élaboreraient chemin faisant une nouvelle et toujours croissante organisation permanente. C'est à la croissance de l'AAU, de l'AAU-E, qu'on pouvait mesurer le développement de la combativité et de la conscience de classe.

Après une période d'expansion économique accélérée (1923-29) une nouvelle période de luttes s'ouvrit qui devait aboutir en 1933 à la prise du pouvoir, légale, par les hitlériens. Cependant, l'AAU, la KAP et l'AAU-E se repliaient de plus en plus sur eux-mêmes. A la fin, il ne restait plus que quelques centaines d'adhérents, vestige des grandes organisations d'usines d'antan, ce qui signifiait l'existence de petits noyaux, ça et là, sur un total de 20 millions de prolétaires. Les organisations d'usines n'étaient plus des organisations "générales" des travailleurs, mais des noyaux de communistes-de conseils conscients. Dès lors, l'AAU comme l'AAU-E revêtaient le caractère de petits partis politiques même si leur presse prétendait le contraire.

LES FONCTIONS

Est-ce spécialement le petit nombre de leurs adhérents qui transforma à la longue, les organisations d'usines en parti politique? Non. C'était un changement de fonction. Quoique les organisations d'usines n'eussent jamais eu pour tâche

proclamée de diriger une grève, de négocier avec les patrons, de formuler des revendications (c'était l'affaire des grévistes), l'AAU et l'AAU-E étaient des organisations de lutte pratique. Ils se bornaient à des activités de propagande et de soutien. Toutefois, la grève étant déclenchée, les organisations d'usines s'occupaient en grande partie de l'organisation de la grève: la presse de l'organisation était la presse de la grève, elles organisaient les assemblées de grévistes et les orateurs y étaient très souvent des membres de l'AAU ou de l'AAU-E. Mais la charge de conduire les négociations avec les patrons revenait au comité de grève où les membres de l'organisation d'usines ne représentaient pas leur groupe comme tel, mais les grévistes qui les avaient élus et devant lesquels ils étaient responsables.

Le parti politique KAPD avait une autre fonction. Sa tâche consistait surtout en propagande, en analyse économique et politique. Au moment des élections il faisait de la propagande anti-parlementaire pour dénoncer la politique bourgeoise des autres partis, appeler à former des comités d'action dans les usines, sur les marchés, parmi les chômeurs, etc..

CHANGEMENT DE FONCTION

Mais en fait, après l'échec et la répression sanglante de 1921, puis avec la vague de prospérité qui ne tarda pas de se manifester, ces fonctions devinrent purement théoriques. Dès lors, l'activité de ces organisations fut réduite à la propagande pure et à l'analyse, c'est-à-dire à une activité de groupement politiques. Découragés par l'absence de perspectives révolutionnaires, les adhérents quittaient pour la plupart, l'organisation. La réduction des effectifs eut aussi pour conséquence que l'usine ne constituait plus la base de l'organisation. On se réunissait sur la base du quartier, dans une brasserie, où l'on chantait parfois, à l'allemande, en chœur, avec lenteur, les vieux chants ouvriers d'espoir et de colère.

Il n'y avait plus grande différence entre la KAPD, l'AAUD et l'AAUD-E. Pratiquement, les membres de l'AAU et de la KAP se retrouvaient les mêmes à des réunions nominalelement différentes et ceux de l'AAUD-E étaient membres d'un groupe politique, même s'ils lui donnaient un autre nom. Anton Pannekoek, le marxiste hollandais qui fut l'un de leurs inspirateurs théoriques à tous, écrivait à ce propos (1927) :

" L'AAU, de même que la KAP, constituent essentiellement une organisation ayant pour but immédiat la révolution. En d'autres temps, dans une période de déclin de la révolution, on n'aurait absolument pas pu penser à fonder une telle organisation. Mais elle a survécu aux années révolutionnaires; les travailleurs qui la fondèrent autrefois et combattirent sous ses drapeaux ne veulent pas laisser se perdre l'expérience de ces luttes et la conserve comme une bouture pour les développements à venir ".

Toutefois, trois partis politiques de la même couleur, avaient deux de trop. Avec la montée des périls, tandis que s'affirmait la laïcité sans nom des vieilles et soit-disant puissantes organisations ouvrières, tandis que les nazis entamaient triomphalement le chemin qui devait les mener où l'on sait aujourd'hui, l'AAU, en décembre 1931, séparée déjà de la KAP, fusionna avec l'AAU-E; seuls quelques éléments demeurèrent dans la KAPD, et quelques autres, de l'AAUD-E

rejoignirent les rangs anarchistes. Mais la plupart des survivants des organisations d'usines se regroupèrent en une nouvelle organisation, la KAUJ (Kommunistische Arbeiter Union: Union Ouvrière Communiste), exprimant ainsi l'idée que la nouvelle organisation n'était plus une organisation "générale" (comme l'était l'AUJ, par exemple) réunissant tous les travailleurs animés d'une volonté révolutionnaire, mais bien des travailleurs communistes conscients.

LA CLASSE ORGANISEE

La KAUJ exprimait donc le changement intervenu dans les conceptions de l'organisation. Ce changement avait un sens; il faut se souvenir de ce que signifiait jusqu'alors la notion de "classe organisée". L'AUJ et l'AUJ-E avaient cru tout d'abord que ce seraient elles qui organiseraient la classe ouvrière, que des millions d'ouvriers adhèreraient à leur organisation. C'était au fond une idée très proche de celle des syndicalistes révolutionnaires d'autrefois qui s'attendaient à voir tous les travailleurs adhérer à leurs syndicats; alors la classe ouvrière serait enfin une classe organisée.

Maintenant la KAUJ incitait les ouvriers à organiser eux-mêmes leurs comités d'action et à créer des liaisons entre ces comités. Autrement dit, la lutte de classe "organisée" ne dépendait plus d'une organisation bâtie préalablement à toute lutte. Dans cette nouvelle conception, la "classe organisée" devenait la classe ouvrière luttant sous sa propre direction.

Ce changement de conception avait des conséquences par rapport à de nombreuses questions: la dictature du prolétariat, par exemple. En effet, puisque la "lutte organisée" n'était pas l'affaire exclusive d'organisations spécialisées dans sa direction, ces dernières ne pouvaient plus être considérées comme les organes de la dictature du prolétariat. Du même coup disparaissait le problème qui, jusqu'alors, avait été cause de multiples conflits, à savoir: qui de la KAUJ ou de l'AUJ devrait exercer ou organiser le pouvoir. La dictature du prolétariat ne serait plus l'apanage d'organisations spécialisées, elle se trouverait dans les mains de la classe en lutte, assumant tous les aspects, toutes les fonctions de la lutte. La tâche de la nouvelle organisation, la KAUJ se réduirait donc à une propagande communiste, clarifiant les objectifs, incitant la classe ouvrière à la lutte contre les capitalistes et les anciennes organisations, au moyen tout d'abord de la grève sauvage, et tout en lui montrant ses forces et ses faiblesses.

LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE ET LES ORGANISATIONS D'USINES

Cette évolution dans les idées devait nécessairement s'accompagner d'une révision des notions admises en ce qui concerne la société communiste. D'une façon générale, l'idéologie qui dominait dans les milieux politiques et dans les masses était axée sur la création d'un capitalisme d'Etat. Bien entendu, il y avait des nuances multiples, mais toute cette idéologie pouvait se ramener à quelques principes très simples: l'Etat, au travers des nationalisations, de l'économie dirigée, des réformes sociales, etc., représenterait le levier permettant de réaliser le socialisme, tandis que l'action parlementaire et syndicale représentait l'essentiel des moyens de lutte. Dès lors, les travailleurs ne luttent guère comme une classe indépendante, visant avant tout à réaliser ses fins propres; ils doivent confier "la gestion et la direction de la lutte de classe" à des chefs parlementaires et syndicaux. Il va donc sans dire dans cette idéologie que parti et

syndicat apparaissent aux yeux des ouvriers comme des éléments constitutifs de l'Etat et que la gestion et la direction de la société communiste de l'avenir leur appartiennent.

Au cours d'une première phase, celle qui suivit l'échec des tentatives révolutionnaires en Allemagne, cette tradition imprégnait encore fortement les conceptions de l'UE, de la KAP et de l'IAU-E. Tous trois se prononçaient pour une organisation groupant "des millions et des millions" d'adhérents, afin d'exercer la dictature politique et économique du prolétariat. Ainsi, en 1922, l'IAU déclarait qu'elle était en mesure de reprendre à son compte, sur la base de ses effectifs, "la gestion de 67 usines" allemandes.

Mais ces conceptions chancelaient maintenant. Jusqu'alors, comme nous l'avons vu, les centaines d'organisations d'usines, réunies et coordonnées par l'IAU et l'IAU-E, réclamaient le maximum d'indépendance quant aux décisions à prendre et faisaient de leur mieux pour éviter la formation d'une "nouvelle clique de dirigeants". Serait-il possible cependant, de conserver cette indépendance au sein de la vie sociale communiste? La vie économique est hautement spécialisée et toutes les entreprises sont étroitement interdépendantes. Comment pourrait-on gérer la vie économique si la production et la répartition des richesses sociales ne revenait pas à quelques instances centralisatrices? L'Etat en tant que régulateur de la production et organisateur de la répartition, l'Etat n'était-il pas indispensable?

Il y avait là une contradiction entre les vieilles conceptions de la société communiste et la nouvelle forme de lutte qu'on préconisait maintenant. On redoutait la centralisation économique et ses conséquences clairement démontrées par les événements; mais on ne savait comment s'en prémunir. La discussion portait sur la nécessité et le degré plus ou moins grand de "fédéralisme" ou de "centralisme". L'IAU-E penchait plutôt vers le fédéralisme; la KAP-AMU inclinait plus au centralisme. En 1923, Karl Schroeder (I) théoricien de la KAPD, proclamait que "plus la société communiste sera centralisée et mieux ce sera".

En fait, tant qu'on demeurait sur la base des anciennes conceptions de la "classe organisée", cette contradiction était insoluble. D'une part, on se ralliait plus ou moins aux vieilles conceptions du syndicalisme révolutionnaire "reprise" des usines par les syndicats; d'autre part, comme les bolcheviks, on pensait qu'un appareil centralisateur, l'Etat, doit régler le processus de production et répartir le "revenu national" entre les ouvriers.

Toutefois, une discussion au sujet de la société communiste, en partant du dilemme "fédéralisme ou centralisme", est absolument stérile. Ces problèmes sont des problèmes d'organisation, des problèmes techniques, alors que la société communiste est d'abord un problème économique. Au capitalisme doit succéder un autre système économique, où les moyens de production, les produits, la

(I) Karl Schroeder (1884-1950) combattant spartakiste, dont la tête fut mise à prix puis dirigeant professionnel de la KAPD en fut exclu en 1924; il devint ensuite fonctionnaire du parti socialiste. Il fut l'un des rares dirigeants de ce parti à organiser une "résistance" au nazisme. Condamné en 1936 avec d'autres anciens de la KAP, il tient aujourd'hui une place honorable dans le "martyrologe" du socialisme allemand.

forces de travail ne revêtent pas la forme de la "valeur" et où l'exploitation de la population laborieuse au profit de couches privilégiées a disparu. La discussion sur "fédéralisme ou centralisme" est dépourvue de sens, si l'on n'a pas montré auparavant quelle sera la base économique de ce "fédéralisme" ou de ce "centralisme". En effet, les formes d'organisation d'une économie donnée ne sont pas en gros, des formes arbitraires; elles dérivent des principes mêmes de cette économie. Ainsi par exemple, le principe du profit et de la plus-value, de son appropriation privée ou collective, se trouve-t-il à la base de toutes les formes revêtues par une économie capitaliste. C'est pourquoi il est insuffisant de présenter l'économie communiste comme un système négatif: pas d'argent, pas de marché pas de propriété privée ou d'Etat. Il est nécessaire de mettre en lumière son caractère de système positif, montrer quelles seront les lois économiques qui succéderont à celles du capitalisme. Cela fait, il est probable que l'alternative "fédéralisme ou centralisme" apparaîtra comme un faux problème.

LA FIN DU MOUVEMENT EN ALLEMAGNE.

Avant d'examiner plus longuement cette question, il n'est pas inutile de rappeler le destin, dans la pratique, du courant issu des organisations révolutionnaires d'usines.

L'LAUD s'était séparée de la KAPD dès la fin de 1929. Sa presse préconisait alors une "tactique souple": le soutien des luttes ouvrières ayant uniquement pour but des revendications de salaires, l'aménagement des conditions ou horaires de travail. Plus rigide, la KAP voyait dans cette tactique l'amorce d'un glissement vers la collaboration de classe, la "politique de maquignonage". Après l'exclusion de son dirigeant Scharrer (I) coupable d'avoir "pactisé" avec l'ennemi en publiant un roman dans la maison d'édition du Parti communiste allemand, la KAP finit par prôner le recours au terrorisme individuel comme moyen d'amener les masses à la conscience de classe. Marinus van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag, était en liaison avec ce courant. En mettant le feu à l'immeuble abritant le Parlement, il voulait par un geste symbolique inciter les travailleurs à sortir de leur léthargie politique.

Ni l'une ni l'autre de ces tactiques n'eut de résultats. L'Allemagne traversait alors une crise économique d'une profondeur extrême, les chômages pullulaient: il n'y avait pas de grèves sauvages, s'il est vrai que nul ne se souciait des directives syndicales, les syndicats collaborant étroitement avec les patrons et l'Etat. La presse des communistes-de-conseils était fréquemment saisie; mais de toute façon ses appels à la formation de comités autonomes d'action ne rencontraient aucun écho. Ironie: la seule grande grève sauvage de l'époque, celle des transports berlinois (1932), fut organisée par des bonzes staliniens et hitlériens contre les bonzes socialistes des syndicats.

(I) Adam Scharrer (1889-1948) ouvrier serrurier, puis combattant spartakiste. Ensuite dirigeant professionnel de la KAPD dont il est exclu en 1930. Comme Schroeder, il est romancier mais il s'oriente dans l'autre direction: à partir de 1934, il réside à Moscou. Il est considéré aujourd'hui, en Allemagne de l'Est comme "un pionnier de la littérature prolétarienne". Il va sans dire que certains traits de son passé demeurent cachés au public;

Après l'accession légale d'Hitler au pouvoir, les militants des diverses tendances furent traqués et enfermés dans des camps de concentration où la plupart d'entre eux disparurent. En 1945, quelques survivants furent exécutés, sur ordre du Stépéou, lors de l'entrée en Saxe des armées russes. En 1952 encore, à Berlin-Ouest, un ancien chef de l'AAU, Alfred Weiland, était enlevé en pleine rue et transporté à l'Est pour s'y voir condamné à une lourde peine de prison.

A l'heure actuelle, il ne reste plus trace en Allemagne des divers courants du communisme-de-conseils. La liquidation des hommes a entraîné celle des idées dont ils étaient porteurs, tandis que l'expansion et la prospérité orientaient les esprits dans d'autres directions. Il est bon cependant de revenir à l'économie communiste afin de voir en quoi la tragédie subie par ce mouvement a enrichi notre connaissance de la lutte pour le Pouvoir Ouvrier.

FONDEMENTS ECONOMIQUES DU COMMUNISME

Il fallait pour approfondir ces problèmes, que l'AAU se fut libéré des vieilles traditions de la "classe organisée", qu'elle ait compris que la classe ouvrière ne peut réaliser son unité réelle que dans sa lutte en masse, globale, et en dehors des organisations spécialisées qui ne représentent au mieux que les aspects fragmentaires d'une phase périmée des aspirations et des objectifs prolétariens. En 1930, l'AAU publia une étude rédigée par le groupe des communistes-de-conseils de Hollande (I) et qui était intitulée: Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung (Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes).

Cette analyse n'entend pas proposer un "plan" quelconque, montrer comment l'on pourrait édifier une société "plus belle", "plus équitable". Elle ne s'intéresse qu'aux problèmes d'organisation de l'économie communiste et lie dans une unité organique, pratique de la lutte de classe et gestion sociale. Les "Principes" tirent donc au niveau théorique, les conséquences économiques de la lutte éventuellement menée au niveau de l'action politique par les mouvements de masse indépendants. Lorsque les Conseils Ouvriers auront pris le pouvoir, et parce qu'ils auront appris à "gérer leur lutte" eux-mêmes directement, par un effort constant, ils se trouveront contraints de donner de nouvelles bases à leur pouvoir en introduisant consciemment des lois économiques nouvelles où la mesure du temps de travail sera le pivot de toute la production et répartition des produits. Les travailleurs sont capables de gérer eux-mêmes la production mais cela n'est possible qu'en calculant le temps de travail dans les différentes branches de la production, au sens le plus large, et en répartissant les produits à l'aide de cette mesure.

Les "Principes" examinent ce problème du point de vue du travailleur exploité qui n'aspire pas seulement à l'abolition de la propriété privée, mais bien à celle de l'exploitation. Or, l'histoire de notre époque a montré que la suppression de la propriété privée, si elle est nécessaire, ne coïncide pas obligatoirement avec celle de l'exploitation. Aussi doit-on serrer de plus près cette question.

(I) sur ce groupe voir: Informations et Liaisons Ouvrières, N° 30 - 6/5/59.

Le mouvement anarchiste a compris cette nécessité beaucoup plus tôt que les marxistes, et ses théoriciens lui ont accordé une attention soutenue. Toutefois leurs conceptions, en fin de compte, n'ont pas été totalement différentes. Si les marxistes, sociaux-démocrates ou bolcheviks voulaient faire passer, sans rien changer de fondamental à ses mécanismes, la production capitaliste, arrivée au stade des monopoles, sous le contrôle d'un Etat dit ouvrier, les théoriciens anarchistes préconisaient une fédération de communes libres et repoussaient tout Etat. C'était cependant pour le reconstituer sous une autre forme. Ce point étant souvent controversé, nous allons en donner ici un exemple.

L'un des théoriciens les plus connus de l'anarchisme, Sébastien Faure, exposait que les habitants d'une commune auraient à recenser leurs besoins et leurs possibilités de production; puis, disposent de "l'état global des besoins de la consommation et des possibilités de la production, région par région, le Comité National fixe et fait connaître à chaque comité Régional de quelles quantités de produits sa région peut disposer et quelle somme de production elle doit fournir. Muni de ces indications, chaque comité Régional fait pour sa région le même travail: il fixe et fait connaître à chaque comité Communal de quoi sa commune dispose et ce qu'elle a à fournir. Ce dernier en fait autant à l'égard des habitants de la commune (1).

Certes, Sébastien Faure avait auparavant précisé que :

"toute cette vaste organisation a pour base et principe vivificateur la libre entente", mais un système économique réclame des principes économiques et non des proclamations nobles. On peut faire la même observation à propos de la citation suivante de Hilferding, le célèbre théoricien social-démocrate, car là aussi le principe économique manque :

"les commissaires communaux, régionaux et nationaux de la société socialiste décident comment et où, en quelle quantité et par quels moyens l'on tirera des nouveaux produits des conditions de production naturelles ou artificielles. A l'aide de statistiques de production et de consommation couvrant l'ensemble des besoins sociaux, ils transforment la vie économique tout entière d'après les besoins qu'expriment ces statistiques" (2)

Ainsi la différence entre ces deux points de vue fondamentaux n'est pas très sensible. Toutefois les anarchistes ont eu le mérite historique de mettre en avant le mot d'ordre essentiel: "abolition du salariat". Dans cette perspective cependant, le "Comité National", le "bureau de la statistique", etc.. ce que les marxistes appellent le "gouvernement du peuple", est censé pratiquer "l'économie en nature" c'est-à-dire une économie où l'argent n'a plus cours. Le logement, les aliments le courant électrique, les transports, etc.. tout cela est "gratuit". Une certaine part de biens et services demeure toutefois payable en monnaie (généralement indexée sur le rapport population-consommation).

Mais en dépit des apparences, cette manière de supprimer le salaire ne signifie pas l'abolition de l'exploitation et ne signifie pas non plus la liberté

(1) S. Faure, Mon communisme, Paris 1921, p.227

(2) R. Hilferding, Das Finanzkapital, p.1

sociale. En effet, plus s'agrandit le secteur de l'économie "en nature", plus les travailleurs dépendent de la fixation de leurs "revenus" par l'appareil de répartition. Il existe un exemple d'économie "sans argent", où les échanges s'effectuaient en "nature", du moins pour la plus grande partie, avec le logement, l'éclairage, etc.. "gratuits". C'est la période du "communisme de guerre" en Russie. On a pu voir alors, non seulement que ce système n'était pas viable durablement, mais encore qu'il pouvait coexister avec un régime fondé sur une domination de classe.

La réalité nous a donc appris: a) qu'il est possible de supprimer la propriété privée sans abolir l'exploitation, b) qu'il est possible de supprimer le salariat sans abolir l'exploitation.

S'il en est ainsi, le problème de la révolution prolétarienne se pose pour l'exploité dans les termes suivants:

- quelles sont les conditions économiques qui permettent d'abolir l'exploitation?
- quelles sont les conditions économiques qui permettent au prolétariat de conserver le pouvoir, une fois ce dernier conquis, et de couper les racines de la contre-révolution?

Bien que les "Principes" étudient les fondements économiques du communisme, le point de départ en est plus politique qu'économique. Pour les ouvriers il n'est pas facile de s'emparer du pouvoir politique-économique, mais il est encore plus difficile de le conserver. Or, dans les conceptions présentes du communisme ou du socialisme, on tend à concentrer- dans les faits sinon dans les mots- tout le pouvoir de gestion dans quelques bureaux étatiques ou "sociaux". A l'inverse, ce livre considère l'économie comme le prolongement inévitable de la révolution et non comme un état de choses souhaitable et qui se réalisera dans cent, dans mille ans. Il s'agit de définir au niveau des principes, les mesures à prendre non par quelque parti ou organisation, mais par la classe ouvrière et par ses organes immédiats de lutte : les Conseils Ouvriers. La réalisation du communisme n'est pas l'affaire d'un parti mais celle de toute la classe ouvrière, délibérant et agissant dans et par ses Conseils.

LE PRODUCTEUR ET LA RICHESSE SOCIALE

Un des grands problèmes de la révolution est d'instaurer de nouveaux rapports entre le producteur et la richesse sociale, rapport qui, au sein de la société capitaliste, s'exprime dans le salariat. Le régime du salariat est basé sur un antagonisme profond entre la valeur de la force de travail (salaire) et ce travail même (le produit du travail). Alors que le travailleur fournit, par exemple 50 heures de travail à la société, il ne reçoit comme salaire que l'équivalent de 10 heures, par exemple. Pour s'émanciper véritablement le travailleur doit faire en sorte que ce ne soit plus la valeur de sa force de travail qui détermine la paie qui lui revient de la production sociale, mais que cette part soit fixée par son travail même. Le travail: mesure de la consommation, tel est le principe qu'il doit faire triompher.

La différence entre la somme de travail fournie et ce que le travailleur perçoit en échange est appelé surtravail et représente un travail non payé. Les

richesses sociales produites au cours de ce temps de travail représentent le surproduit et la valeur incorporée dans ce surproduit est dite plus-value. Toute société, quelle qu'elle soit, et donc aussi la société communiste, repose sur la formation d'un surproduit, parce que sur l'ensemble des travailleurs, effectuant un travail nécessaire ou utile, certains ne produisent pas de biens tangibles. Leurs conditions de vie sont donc produites par d'autres travailleurs (de même que pour les services de santé, l'entretien des infirmes et des vieillards, les services administratifs, les savants, etc.). Mais c'est la façon dont ce surproduit se forme, celle dont il est réparti, qui constitue l'exploitation capitaliste.

Le travailleur reçoit un salaire qui, dans le meilleur des cas, lui suffit tout juste pour vivre dans des conditions données. Il sait qu'il a donné 50 heures de travail, mais il ne sait pas combien d'heures lui reviennent dans son salaire. Il ignore le montant de son surtravail. En revanche, on sait comment la classe possédante consomme ce surproduit: mis à part, les "services sociaux" qui en reçoivent une certaine partie, ce sont les usines qui l'utilisent pour s'agrandir, les exploiters qui en vivent, l'administration, la police et l'armée qui en dissipent la substance.

Dans cette discussion, deux caractères du surproduit nous intéressent particulièrement. D'abord, le fait que la classe ouvrière n'a pas à décider, ou presque pas, du produit de son travail non payé. Ensuite, qu'il est impossible d'évaluer l'importance de ce surtravail. Nous recevons un salaire, un point c'est tout; nous ne pouvons rien sur la production et la répartition de la richesse sociale. La classe qui dispose des moyens de production, la classe possédante est maîtresse du processus de travail, y compris le surtravail; elle nous fait chômer quand elle l'estime nécessaire à ses intérêts, nous fait traquer par sa police ou massacrer dans ses guerres. L'autorité exercée par la bourgeoisie dérive du fait qu'elle dispose du travail, du surtravail, du surproduit. C'est ce qui nous réduit à l'impuissance dans la société et fait de nous une classe opprimée.

Cette analyse nous révèle que l'oppression est tout aussi forte, qu'elle soit exercée par le capitalisme privé ou par l'Etat. On entend souvent dire que l'exploitation des travailleurs est supprimée en Russie, parce que le capital privé y est aboli et parce que tout le surproduit est à la disposition de l'Etat qui le répartit dans la société en promulguant de nouvelles lois sociales et en créant de nouvelles usines, en développant la production.

Acceptons ces arguments, c'est-à-dire laissons de côté le fait que la classe dominante, la bureaucratie, chargée de la répartition du produit social s'enrichit par des salaires exorbitants, qu'elle se reproduit au pouvoir en assurant à ses membres le monopole de l'éducation supérieure, et que les lois de succession lui garantissent les richesses accumulées "pour sa famille". Allons même jusqu'à supposer que cet appareil n'exploite pas la population.

En serait-il ainsi, qu'en Russie la bureaucratie demeure maîtresse du processus du travail, y compris le surtravail; qu'elle dicte, par la voie des syndicats étatisés, entre autres, les conditions de travail, comme on le voit faire également en Occident. La fonction de la bureaucratie dirigeante est fondamentalement identique à celle de la bourgeoisie qui dirige le capitalisme privé. Dès lors, si la bureaucratie n'exploitait pas la population, cela ne saurait venir

que de sa bonne volonté, du fait qu'elle refuse l'occasion qui lui en est offerte. Le développement de la société ne serait plus fonction de nécessités économiques et sociales; il dépendrait des "bons" ou des "mauvais" sentiments des dirigeants. En d'autres termes, les rapports des travailleurs avec la richesse sociale contiennent, même dans ce cas, d'être arbitrairement fixés et les travailleurs ne peuvent rien sur ces rapports, sauf à espérer que les "mauvais" dirigeants deviendront "bons".

En conclusion, l'abolition du salaire n'est pas la condition nécessaire et suffisante pour que les travailleurs reçoivent la part du produit social qui leur revient, qu'ils ont créée par leur travail. Certes, cette part peut augmenter; mais une véritable abolition du salaire sous toutes ses formes a un tout autre caractère: sans cette abolition, la classe ouvrière ne peut maintenir son pouvoir. Une révolution qui ne supprime pas immédiatement le salaire doit nécessairement dégénérer. Cette révolution "trahie" mène à un Etat totalitaire capitaliste.

Il y a une autre conclusion à tirer. L'une des tâches essentielles incombant à un groupe de travailleurs qui veulent mettre fin radicalement à l'exploitation capitaliste- un groupe révolutionnaire, comme on disait autrefois- c'est de chercher le moyen d'asseoir économiquement le pouvoir conquis par des moyens d'action politiques. Le temps est passé où il suffisait d'exiger la suppression de la propriété privée des moyens de production. Il est également insuffisant de réclamer l'abolition du salariat. Cette revendication, en soi, n'a pas plus de consistance qu'une bulle de savon, si l'on ne sait comment jeter les bases d'une économie où le salaire est supprimé. Un groupe se prétendant révolutionnaire et qui se refuserait à élucider cette question essentielle n'a pas grand chose à dire en réalité, parce qu'il est incapable de proposer l'image d'un monde nouveau.

Les "Principes de la production et de la répartition communistes" partent de l'idée suivante: tous les biens produits par le travail de l'homme se valent qualitativement, car ils représentent tous une portion de travail humain. Seule la quantité de travail différente qu'ils représentent les rend dissimilables. La mesure du temps que chaque travailleur individuellement consacre au travail est l'heure de travail. De même la mesure destinée à mesurer la quantité de travail que représente tel ou tel objet, doit être l'heure de travail social moyen. C'est cette mesure qui servira à établir la somme de richesses dont dispose la société, de même que les rapports des diverses entreprises entre elles et enfin la part de ces richesses qui revient à chaque travailleur. Sur cette base, les "Principes" développent une analyse et une critique des différentes théories- et aussi des pratiques- des différents courants qui se réclament du marxisme, de l'anarchisme ou du socialisme en général. On y trouve en somme un exposé plus précis des principes concis de Marx et d'Engels tels qu'ils nous les ont laissés dans le Capital, la Critique du Programme de Gotha et l'Anti-Dühring (voir plus loin en annexe).

Bien entendu, les "Principes" ne se bornent pas à étudier l'unité de calcul dans le communisme; ils analysent aussi son application dans la production et la répartition du produit social et dans les "services publics", examinent les règles nouvelles de la comptabilité sociale, l'extension de la production et son contrôle par les travailleurs, la disparition du marché et, enfin, l'application du communisme dans l'agriculture par l'intermédiaire de coopératives agricoles qui calculent elles aussi leurs récoltes en temps de travail.

Ainsi, les "Principes" ont-ils pour point de départ le fait empirique que, lors de la prise de pouvoir par le prolétariat, les moyens de production se trouvent entre les mains des organisations d'entreprise. C'est de la conscience communiste du prolétariat, conscience née de sa lutte même, que dépendra le sort ultérieur de ces moyens de production, le fait de savoir si le prolétariat les gardera en mains ou non. Aussi le point capital de la révolution prolétarienne sera de fixer des rapports immuables entre les producteurs et le produit social, ce qui ne peut se faire qu'en introduisant le calcul du temps de travail dans la production et la distribution. C'est la revendication la plus élevée que le prolétariat puisse formuler... mais en même temps c'est le minimum de ce qu'il peut réclamer. Et donc une question de pouvoir que seul le prolétariat est à même de régler sans appui aucun de la part d'autres groupes sociaux. Le prolétariat ne peut conserver les entreprises que s'il s'en assure la gestion et la direction autonomes. C'est aussi la seule manière de pouvoir appliquer partout le calcul du temps de travail. Tel est l'ultime message laissé au monde par les mouvements révolutionnaires prolétariens de la première moitié du XIX^e siècle.

M A T E R I A U X

BIBLIOGRAPHIE

L'article ci-dessus a été publié pour la première fois en hollandais dans Radencommunismus (N° 3, 1938), revue du groupe des Communistes-de-Conseils de Hollande. Son auteur l'a ensuite traduit en français et publié dans Internationalisme (N° 45- 1952). La présente version a été romanisée ou complétée sur certains points. On a utilisé en particulier, le résumé des "Principes" qu'A. Hennaut a rédigé pour la revue bordiguiste "Bilan" (N° 19 à 21, 1935).

De nombreux ouvrages en allemand ou en anglais, traitent du mouvement des Conseils au cours de la Révolution allemande ou ensuite. En français seul est utile celui de Prudhommeaux, cité dans le texte (on en trouve encore quelques exemplaires à la librairie Maspéro, rue St Séverin). Une biographie d'Anton Pannekoek (1873-1960) a été publiée dans "La Révolution Prolétarienne" (juin 1962- voir aussi dans cette revue: Pannekoek, la politique de Gorter, 1952). Il existe aussi une biographie d'Otto Rühle (1874-1943) en anglais, par Paul Mattick, et une remarquable étude en allemand de Sébastien Franck sur la pensée de Rühle.

INFLUENCE INTERNATIONALE

Au début des années 20, les idées "gauchistes" de la KAPD exercèrent une attraction certaine à l'échelle internationale. Et cela au point qu'il fut un moment question de constituer une "LV^e Internationale" Ouvrière-Communiste.

En Russie, la tendance de l'Opposition Ouvrière (Chliapnikov, Kollontaï, etc..) entretint des contacts avec la KAP mais, trop intégrée au parti russe, ne leur donna guère de suite. Des groupes sympathisants existaient alors dans les Balkans (Grèce, Roumanie, et Yougoslavie où un dirigeant fut livré à la police par les léninistes) et surtout en Bulgarie où une tendance fortement constituée opposait au parlementarisme léniniste l'action directe et le terrorisme individuel (insurrection de 1923, puis dynamitage de ponts, et, en 1925, de la cathédrale de Sofia). En Occident, on comptait des groupes sympathisants en Belgique, en Angleterre (autour de Sylvia Pankhurst et du "Worker's Dreadnought, puis de Guy Aldred, et de "The Commune") et surtout en Hollande: autour deorter, d'abord; puis le groupe des Communistes Internationalistes (-CIK-H) et diverses autres tendances. Ce pays est le seul actuellement où subsiste une organisation constituée se réclamant du communisme-de-conseils (autour du bulletin Spartacusbond).

Au cours des années 30, des groupes eurent une existence épisodique en Tchécoslovaquie, Danemark, en France (autour d'André Prudhommeaux et de "l'Ouvrier Communiste") et surtout aux Etats-Unis (autour de Paul Mattick et des revues "International Council Correspondence", "Living Marxism" et "New Essays"). En Australie le journal "Southern Advocate for Worker's Councils" édita également l'étude fondamentale d'Anton Pannokoek: "Worker's Councils" (Melbourne- 1950). De ce dernier auteur, il importe de signaler encore le "Lenin as Philosopher" (New-York, 1948).

MARK ET ENGELS sur L'HEURE DE TRAVAIL SOCIAL MOYEN

Il serait trop long et probablement inintéressant d'examiner l'évolution de ce concept dans la pensée des fondateurs du socialisme scientifique. On retiendra ici simplement deux passages afin d'illustrer un peu ce qui précède:

" La société n'a qu'à calculer combien d'heures de travail sont incorporées dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés d'étoffe d'une qualité déterminée. Il ne saurait donc lui venir à l'esprit d'exprimer en outre les quantités de travail déposées dans les produits et qu'elle connaît d'une manière directe et absolue, en une mesure seulement relative, flottante, inadéquate naguère indispensable comme pis aller, en un tiers produit (l'argent) au lieu de le faire en ce qui est leur mesure naturelle, adéquate et absolue: le temps ".

Anti-Duehring, trad. Molitor, III-p. 96

Engels reconnaît aux termes de ce passage ce que sa rédaction doit à l'analyse du Capital par Marx. Ce dernier a exposé de façon magistrale, son point de vue dans sa "Critique du programme de Gotha":

" Si nous prenons d'abord les mots "fruits du travail" au sens de "produit du travail", le fruit du travail effectué en commun est alors "la totalité du produit social".

" De celle-ci il faut retrancher:

- 1°- de quoi remplacer les moyens de production usés.
- 2°- une fraction supplémentaire pour élargir la production
- 3°- un fonds de réserve et d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc..

Reste alors l'autre partie du produit total destinée à la consommation. Mais poursuit Marx, il faut encore en retrancher:

- 1°- les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production...
- 2°- ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté écoles, installations sanitaires, etc...
- 3°- Le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc.. en bref, ce qu'on appelle aujourd'hui dans le langage officiel, l'Assistance publique.

"Maintenant enfin, nous arrivons... à cette fraction des objets de consommation qui est répartie individuellement entre les producteurs coopératifs... Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire de sortir de la société capitaliste; par conséquent, une société qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de la société ancienne qui l'a engendrée. Le producteur individuel reçoit donc (les défalcatons une fois faites) l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail social qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme...

" Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie; quand, avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues, et que toutes les sources de richesse coopérative jailliront avec abondance -alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon du droit bourgeois et -- la société pourra écrire sur ses drapeaux: " de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! "

correspondance discussion

SUR

le mouvement pour les conseils en Allemagne

POURQUOI LES CONSEILS ONT-ILS DISPARU ?

-I/ Lettre d'un camarade du midi:

"Ce numéro d'I.C.O. m'a incité à relire un bouquin sur la Révolution allemande de 1918, pour me remettre en mémoire les faits. Ce qui n'est pas suffisamment dit dans I.C.O. c'est que les Conseils d'ouvriers et de soldats, notamment en Prusse, ont été très vite "conquis", le plus démocratiquement du monde, par les sociaux-démocrates majoritaires (Ebert, Scheidemann ; Noske), ce qui a permis aux socialistes d'écraser la révolution "spartakiste"... et de liquider les Conseils pour créer la République bourgeoise. Ce fut vite réglé - entre le début de novembre (avant l'armistice) et la fin janvier de 1919. Et ce n'est pas pour rien que Noske fut appelé "le chien sanglant" et que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht et bien d'autres furent tués ou assassinés. Autrement dit, et rappelle-toi ce qui avait été dit dans I.C.O., les Conseils ne sont pas une panacée. Ils peuvent être "conquis" par les bolcheviks (Russie), par les socialos (Allemagne) par les anarchistes (Espagne) et être utilisés pour décider de leur propre dissolution, non sans résistance tardive (Cronstadt, Espagne Mai 1937). Les Conseils ne sont tout de même que ce qu'est la classe ouvrière, et au début ou au cours d'un mouvement révolutionnaire les forces et idéologies du passé, les organisations en fait contre-révolutionnaires, peuvent y dominer et... au nom même des Conseils, tout bousiller. Supposons un peu que les circonstances permettent qu'en France une situation révolutionnaire s'ouvre, avec formation de Conseils un peu partout dans le pays, nul doute que les stalinien y auraient la majorité, et comme ce ne sont pas des enfants de chœur, pas plus que les Noske ou Jules Moch, ils auraient vite fait d'étrangler ces mêmes conseils avec l'accord des majorités qui s'exprimeraient au sein de ceux-ci. Pas marrant, bien sûr. Cela pour rappeler que ce qui compte, ce ne sont pas les institutions, les formes d'organisation, les Conseils qui sont la meilleure parce que créés spontanément par les exploités, mais le rapport de forces, et la conscience de classe, le niveau de la lutte, etc... "

-II/ Observations d'un camarade hollandais:

" Ce qui me frappe dans la lettre ci-dessus, c'est le passage où il est dit: les bolcheviks se sont emparés des Conseils en Russie, les sociaux-démocrates ont fait comme eux en Allemagne, les anarchistes ont fait la même chose en Espagne. Formellement c'est juste, mais malgré cela, on ne peut pas raisonner comme ça. Il faut qu'on tienne compte des circonstances spéciales et historiques qui ont sans doute, dans ces trois pays, pour des raisons diverses, impulsé et modifié le cours des événements.

En Russie, par exemple, on se trouvait dans un pays arriéré. L'absolutisme des tsars battait son plein, la paysannerie était la classe la plus importante de la société, les restes du féodalisme se trouvaient partout, le capitalisme ne voyait que ses débuts et le prolétariat russe était très faible. Justement, dans une

telle situation, le rôle du parti devait être, ou plutôt devait devenir celui qu'il fut réellement; la classe ouvrière n'avait pas assez de force pour être capable de défendre avec succès ses propres organisations de classe. La destruction des conseils (ici en Russie) n'était pas, comme on peut l'interpréter d'après cette lettre, une possibilité avec laquelle on doit compter comme éventualité partout où le prolétariat s'organise dans ses conseils; c'était seulement la logique des choses.

En Espagne, c'était en principe, la même chose, même si le décor historique, le niveau social du pays, etc. était un peu différent de ce qu'on trouvait en Russie. Aux détails près, on trouvait (dans les années 30 encore) en Espagne (même dans la République, et ça justement était sa faiblesse et la cause de son agonie) les restes du passé: l'influence des grands propriétaires fonciers, de l'église... Ce n'est pas pour rien que Angel Marveaux dans son livre: "L'Espagne au XXème siècle" a dit que le Moyen-Age régnait encore de l'autre côté des Pyrénées. Ce que le prolétariat espagnol faisait en 36, ce n'était pas la Révolution prolétarienne (quoique les anarchistes en pensent). Le prolétariat espagnol était exécuteur testamentaire de la révolution bourgeoise qui, en Espagne, depuis la guerre des carlistes n'avait pas fait un seul pas en avant. Pour des raisons qui, si elles ne sont pas les mêmes qu'en Russie, en tout cas lui ressemblent beaucoup, ici aussi, les conseils ouvriers là où ils existent dans telle forme ou dans telle autre sont une sorte d'anticipation d'une révolution qui pour ces pays reste encore un développement futur.

Certainement, le camarade a raison en disant que les anarchistes à leur tour ont détruit les conseils ouvriers en Espagne. Mais, ils l'ont fait justement parce que l'histoire avait réservé pour eux un rôle presque identique au rôle des bolcheviks en Russie, tandis que le rôle des bolcheviks en Espagne était tout autre.

Pour éclairer cela, je veux dire comment les anarcho-syndicalistes espagnols ressemblent aux léninistes russes (pratiquement, il suffit qu'on lise les articles et livres de Santillan). Avec des différences de détail, la révolution espagnole et la révolution russe se ressemblent tellement qu'on peut même bien distinguer les mêmes étapes: Cronstadt en Russie, les journées de mai 37 à Barcelone. Ces deux étapes représentent les moments qu'on peut qualifier comme "les plus prolétariennes" dans les deux révolutions.

Certainement, en Allemagne, à première vue, c'est autre chose. Voilà un pays agricole, mais capitaliste. Un prolétariat assez nombreux. De l'industrie partout; des institutions politiques qu'on rencontre dans tous les pays à la hauteur du développement social. Mais qu'on ne se trompe pas. Dans un certain sens, c'est superficiel. Le capitalisme allemand a conquis le terrain économique, mais il n'est pas maître de l'état. Le Reich de Bismarck, ça veut dire la Prusse qui domine l'Allemagne et ses royaumes divers. Et la Prusse, ça veut dire: les Junkers, les barons ruraux de l'Est de l'Elbe, la caste militaire et le Kaiser, au sommet. La révolution de 1918 en Allemagne n'est pas le début du pouvoir ouvrier qui fut trahi par les Scheidemann et les Noske, non, la révolution de 1918 affranchit le capitalisme allemand des chaînes que la féodalité prussienne symbolisait pour les industriels de la Ruhr et de la Silésie. La révolution de 1848 qui, en France termina ce que la révolution de 89 avait commencé, fut une faillite en Allemagne. En 1918 les ouvriers allemands, qui ont l'illusion de combattre pour eux, ne préparent que la grand'route pour le capitalisme moderne. Voilà précisément pourquoi, là aussi, la destruction des conseils n'est pas non plus une "hypothèse" qui peut se produire, mais une inévitable logique. Ici aussi les conseils ouvriers sont une sorte d'anticipation. La preuve que cette façon de voir les choses est juste, on la trouve en Hongrie en 1956. Là, une situation tout à fait différente. Le pouvoir des barons ruraux est déjà détruit par les bolcheviks. Le capitalisme est entré dans sa forme la plus moderne: le capitalisme d'état, modelé suivant l'exemple de la Russie. Une révolution est la seule possibilité; le prolétariat est la classe la plus nombreuse de la société. Et que voit-on? Les conseils ouvriers ont tant de force qu'ils peuvent résister à chaque tentative de leur donner un rôle de second plan. Ils marchent à la tête des événements et les politiciens comme Nagy sont obligés de les suivre. Quand l'invasion russe détruit la résistance des intellectuels, les conseils ouvriers restent encore une force considérable jusqu'au mois de février de l'année 57. Ils proclament la grève et sont craints par le régime Kadar à un moment où la campagne militaire de l'armée russe est déjà terminée. La possibilité dont parle le camarade ne se produit pas: les conseils ne sont pas violés, ils sont battus. C'est autre chose. "

-III/ d'un camarade allemand:

"On ne peut pas dire que le mouvement ouvrier en Allemagne dans la période 1918/23 a raté son but, mais la social-démocratie nous a trahi. Qui a tiré sur les nôtres, La Reichswehr et les Corps Francs (Freikorps Lichtenstein, etc..). Le sinistre Noske a trahi la révolution. Et ses compères Ebert, Scheidemann, ont soutenu la bourgeoisie au lieu du mouvement ouvrier. Spartacus était pour eux l'épouvantail. Si bien à Hambourg, Ernst Fiering, que les nazis ont tué, qu'à Berlin ou Munich, où Ernst Muehsam (aussi tué par les nazis) et Gustav Landauer avec beaucoup de camarades ont soutenu les conseils ouvriers. Le mouvement était sûrement aussi vaste qu'en Russie mais la trahison de la social-démocratie qui nous tombait dans le dos, ont fait perdre la victoire. Moi-même, je suis un des seuls qui ont pu échapper à toutes les oppressions depuis 40 ans.

Il y a beaucoup de choses à dire sur ces beaux mouvements après la guerre de 1914 et je suis prêt à discuter avec les camarades qui veulent savoir davantage sur les événements révolutionnaires de 1918-23.

Quand le dernier mouvement révolutionnaire fut fini, les nationalistes apparaissaient et vous savez le reste. Ce ne sont pas nous qui avons voulu cette fin et nous croyons que la révolution est encore possible en Allemagne. "

-IV/ d'un camarade de Paris:

"C'est avec plaisir que j'ai lu le titre de votre numéro spécial sur les Conseils Ouvriers en Allemagne. Avant de le lire attentivement, je l'ai parcouru et à la page 18, j'ai été vivement étonné par ce que vous disiez de Hilferding étrangement classé proche des anarchistes, sur la foi d'une citation de six lignes. Or:

1°) votre référence est inexacte: ce texte qui se trouve à la première page du chapitre Ier ne peut être à la première page du livre, puisque ce premier chapitre est précédé d'une préface de six pages. Vétille direz-vous? Cela prouve que la citation a été piquée ailleurs, pourquoi ne pas dire où?

2°) plus grave: la citation est trafiquée, sans que des ... signalent des coupures, concernant l'administration du père de famille par exemple.

3°) bien plus grave: cette citation ne caractérise en rien les thèses de Hilferding qui est, en effet, célèbre pour avoir essayé de démontrer le contraire de ce que vous dites, en l'espèce les incidences sur tous les secteurs vitaux du passage du capital industriel ou capital financier. Si quelque chose lui a été reproché, à tort ou à raison, c'est son économisme. D'ailleurs le titre du chapitre d'où est tirée (et comment?) votre citation est: la nécessité de l'argent!

Ce petit détail a refroidi mon enthousiasme; comment savoir si, à propos de tout et d'autres faits que je ne connais pas, vous n'avez pas procédé avec la même désinvolture? "

-V/ d'un autre camarade de Paris:

"Permettez-moi de vous féliciter d'avoir reproduit le très intéressant article sur les "Conseils Ouvriers en Allemagne". La traduction est d'un style lourd, qui se ressent de son origine germanique, et l'exposé n'est pas toujours très clair ni condensé. Le lecteur est noyé dans les suites de scissions byzantines et ces abréviations mystérieuses KP, KAP, AAU, AAU-E, KAUD, lui donnent le vertige. Il eut été peut-être préférable de mettre l'accent sur les questions fondamentales: rapports du mouvement des conseils avec le syndicalisme national.- rapports du mouvement avec son "élite" politique- rapports du mouvement avec le concept (jamais défini) de "dictature du prolétariat" - rapports du mouvement avec l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme (auxquels il n'est fait que très brièvement allusion).

Enfin, le résumé des "Prinzipien" de 1930 a un grave défaut: il ne souligne pas tout ce que ce texte, que je ne connais pas encore, doit très certainement à Proudhon et au "collectivisme" post-proudhonien. "

-VI/ Réponse du camarade d'I.C.O. qui a mis au point la brochure sur les Conseils Ouvriers en Allemagne.

"J'ai récrit le texte sur les Conseils en Allemagne; connaissant et partageant les idées politiques de son auteur, aujourd'hui décédé, j'en assumerai ici la responsabilité. En effet, si ce texte a évidemment la sympathie des camarades d'I.C.O., il ne saurait exprimer le point de vue de tous.

Je répondrai d'abord à la lettre I-

Il est vrai que l'exposé consacre une place insuffisante à la mainmise des social-démocrates sur les Conseils ouvriers en Allemagne. La littérature sur ce sujet atteint des proportions considérables cependant, et s'il avait fallu étudier les événements de 1918 seulement en surface, et imparfaitement encore, une demi-douzaine de cahiers d'I.C.O. n'y auraient pas suffi. N'importe, je regrette de n'avoir pas rédigé deux ou trois pages de plus à ce sujet, et de n'avoir pas rappelé plus nettement dans le texte le titre: "mouvement pour les conseils".

Toutefois, il faut attirer l'attention sur la méthode suivie dans cet article: l'auteur a cherché moins à étudier des phénomènes contingents (liés à une situation particulière et qui ne sera plus jamais la même) que leur signification générale (et qui vaut encore en partie aujourd'hui). C'est aussi pourquoi, plutôt que de donner dans la vaine érudition, et bien qu'il ait pu, à l'époque, suivre de près les événements, il a préféré placer l'accent sur ce qui permet, dans le présent, sinon l'action, du moins la réflexion. Il s'est efforcé par conséquent, de démontrer comment l'échec du mouvement fut provoqué par la puissance des anciennes idées socialistes sur les ouvriers, et donc la nécessité de mettre en avant des idées nouvelles. Cela des hommes isolés peuvent le faire aujourd'hui - s'ils le veulent-; sur le reste, bien sûr, ils ne peuvent rien. En ce sens, l'exposé a un caractère pratique, ce qui n'est pas conforme aux habitudes des historiens - presque tous des bourgeois conscients ou non - et peut donc dérouter le lecteur.

Ceci posé, il n'est pas douteux, comme dit la lettre I- que les Conseils ouvriers ne sont pas une panacée; mais il faut ajouter aussi que la classe ouvrière n'est pas une panacée non plus. En d'autres termes: les Conseils ouvriers, parce qu'ils émanent directement de la classe, l'expriment telle qu'elle est au moment donné, et en fonction de sa situation matérielle et spirituelle, comme dit le camarade à la fin de sa lettre.

La lettre II contient à cet égard des précisions très utiles: elle montre que, dans les pays hautement développés d'Europe, maintenant que l'ère des révolutions bourgeoises est terminée, un mouvement de lutte des travailleurs, s'il met en cause et combat avec acharnement et persévérance l'ordre existant et son édifice social, ne peut déboucher que sur une seule forme d'organisation: la forme-conseil expression immédiate de la lutte. Rien d'essentiel n'oppose d'ailleurs les divers points de vue exprimés ici, si ce n'est des différences d'acception. Et l'un des rares moyens que nous avons d'agir aujourd'hui consiste à faire de la propagande en faveur de cette tendance aux Conseils.

La lettre III, du camarade d'Allemagne, insiste elle-aussi, sur la trahison des chefs socialistes, et c'est à bon droit. Mais là encore, il faut ajouter que la trahison a été possible, en partie, parce que les travailleurs mettaient leur confiance dans les anciennes idées, et donc dans les chefs qui les représentaient. Bien entendu, on pourrait relever beaucoup d'autres facteurs importants dans l'échec des Conseils Allemands, par exemple (pour signaler des questions dont notre texte ne traite pas): la force que conservait encore les comportements routiniers (respect de la propriété et de la vie des bourgeois, de la discipline du travail, etc..) la présence des armées alliées victorieuses sur les bords du Rhin, le chaos et la misère généralisés, et tant d'autres. Si c'est nécessaire, ce n'est pas suffisant de rappeler la trahison des chefs socialistes. En Allemagne de l'Est, l'interprétation officielle (établie par les discours et articles fleuves de Walter Ulbricht, le maître du pays)

est une combinaison de ces deux thèmes: la révolution bourgeoise qui n'a pu être menée à terme et la trahison; les traîtres communistes aiment beaucoup parler des traîtres socialistes.

La trahison était due, en partie, à une certaine forme d'organisation politique et sociale des travailleurs, plus ou moins produite par la situation antérieure, mais qui ne convenait plus à la situation révolutionnaire. Car, pour que les Conseils ouvriers puissent apparaître plus ou moins comme l'arme directe des travailleurs, il fallait dans l'Allemagne de 1918, comme dans la Hongrie de 1956, que les syndicats soient en grande partie discrédités, ou encore, comme dans les pays sous-développés - la Russie de 1917 et l'Espagne de 1936 - qu'ils soient peu structurés et peu intégrés au régime. Plutôt que des circonstances et des personnages précis (dont le caractère souvent équivoque permet toujours d'invoquer toutes sortes "d'explications"), il est préférable d'attaquer avant tout le vieux système des partis et des syndicats. Et de même insister sur la nécessité de formes d'organisations communistes nouvelles, insistance difficile quand on se perd dans ce qui, cinquante ans plus tard, n'est plus que détails historiques.

Mais il ne suffit pas de parler d'idées anciennes et d'idées nouvelles; il faut les définir de la façon la plus fondamentale possible: au niveau des principes. L'auteur du texte sur les Conseils a souvent parlé de cette question (voir, par exemple I.C.O. N° 10- pp.9-10). Ici, (pp.17-18) il a voulu montrer que marxistes et anarchistes avaient un point de vue commun sur l'organisation économique future: les uns et les autres conçoivent en effet la société socialiste comme coiffée d'une instance centrale qui décide de la gestion de la production et de la distribution des biens. Dans cette société, comme dans toute autre, pour fabriquer et répartir les produits du travail en fonction des besoins sociaux, il faut un étalon qui permette de calculer la valeur de ces produits et/ou de régler leur échange. Or, au meilleur des cas, c'est-à-dire lorsque ces penseurs ont proposé au moins implicitement, un étalon (l'or, la combinaison secteur gratuit-secteur prix en argent, la monnaie distributive, l'usine-plan, etc.), cet étalon est arbitrairement choisi, en sorte que les travailleurs n'ont aucune possibilité réelle d'information, et de contrôle - comme dans la société présente.

Cet idéal du monde à venir reflète l'opinion des ouvriers et des intellectuels socialistes à une époque où ils ont certaines raisons de penser que l'intervention de l'Etat peut sensiblement améliorer leur sort, à une époque aussi où leurs organisations politiques et syndicales sont coiffées d'instances centrales qui décident (démocratiquement ou non) au nom de la base. Dans ces conditions, le principe de la société future est conçu comme une projection, une systématisation de la situation et des opinions immédiates. C'est ce qui inspira les théoriciens socialistes du siècle dernier (sauf ceux cités en appendice mais, chez eux, dans la pratique, seulement comme un but "final", en réalité très lointain) et leurs successeurs récents.

Pour illustrer ses propositions, l'auteur a tiré deux passages fondamentaux, l'un du marxiste Hilferding, l'autre de l'anarchiste Sébastien Faure. Ces deux citations éclairent sa démonstration; il n'aurait pas été en peine d'en ajouter beaucoup d'autres. Naturellement, il savait aussi très bien qu'il y avait par ailleurs de très grandes différences entre Faure et cet Hilferding qui contribua, dans la mesure de ses forces, à étrangler le mouvement des Conseils en Allemagne et qui, ministre des Finances en 1923, mit en place les méthodes destinées à renflouer financièrement la bourgeoisie allemande (dans la pratique, Hilferding avait complètement abandonné ses vues théoriques).

C'est cette citation qui nous vaut la lettre étonnante - lettre IV de celui que, pour la commodité du langage, j'appellerai Y. Je réponds point par point:

I) la préface du Finanzkapital comporte 5pp. + I n.p.; et non "six" pages; la dernière des cinq pages imprimées est paginée XI (en chiffres romains) suit une page non paginée qui porte des errata, et enfin la page I, où se trouve la fameuse citation. Alors de deux choses l'une: ou bien Y. travaille sur une autre édition que la mienne (la réimpression de l'original, datée de 1923) ou bien il n'a pas remarqué le numéro tout en bas de la page. Dans le premier cas, s'il était sérieux,

il aurait donné "son" numéro de page; dans le second, il devrait faire un peu plus attention avant de formuler ses "critiques".

2) Y. affirme que la citation a été tronquée. En ce cas, l'honnêteté élémentaire consistait à restituer la citation dans son intégralité. Y. ne l'a pas fait et je le ferai donc à sa place. Les lecteurs pourront ainsi comparer, sans avoir à croire Y. sur parole comme il le leur demande tacitement. Voici:

" Comment et où, en quelle quantité et par quels moyens, de nouveaux produits seront tirés des facteurs de production naturels ou non, le Père de famille (de la société patriarcale) ou les commissaires, régionaux et nationaux de la société socialiste le décident, soit en sachant par expérience personnelle les besoins et les ressources de la famille, soit en embrassant les nécessités sociales, à l'aide d'une statistique organisée de la production et de la consommation dans une prévision consciente de la vie économique tout entière consciemment représentée d'après le complexe des besoins, et modelant grâce à elle, une communauté gérée de façon consciente ".

Cette phrase, longue et compliquée, montre combien la notion de planification, si simple aujourd'hui, était encore difficile à exprimer en 1910. Si la version complète présente des nuances par rapport à la nôtre, si ces nuances ont (peut-être) une importance dans le cadre d'une thèse de doctorat (qui n'est pas notre métier) il est clair que, dans notre contexte, elles étaient strictement inutiles et de nature à embrouiller la compréhension du passage cité.

Il apparaît aussi, du coup, qu'Y. a raison quant à l'absence de points de suspensions. Eh oui, je les ai oubliés en retapant le texte ! Cela justifie-t-il la condamnation visiblement préconçue, emberlificotée et frivole du travail d'un "cher camarade" comme il a le culot de le dire? " Vous avez piqué", dit Y., "vous avez trafiqué" et "d'où?" "et comment"; mais c'est l'orgueil du mandarin certain que nul ne peut parvenir à la hauteur de son savoir, c'est la rage du bourgeois qui voit un blouson noir allongé sur sa plage privée ! Et sa lettre n'est pas d'un historien, mais d'un faiseur d'histoires qui confond pinaillage et rigueur scientifique.

Elle montre aussi qu'une critique dénuée de tout fondement réclame cependant, quand on veut la réfuter, du temps et de la place, gaspillée en vain. Mais pas tout à fait. Car la lettre d'Y. éclaire singulièrement la mentalité de ces jeunes messieurs que les gouvernements modernes paient pour étudier l'histoire du mouvement ouvrier. Ecrite dans un accès d'humeur imbécile, elle prouve avec éloquence que ces gens accordent plus d'importance aux détails typographiques qu'à la pensée, et que leur compétence tant vantée sur ces détails est encore sujette à caution. Certes, ils sont parfois d'un autre niveau (et aussi est-il rare qu'ils se trompent de porte et écrivent à I.C.O.); néanmoins, si l'on passe du particulier au général, cette lettre est révélatrice d'attitudes communes à presque tous les historiens d'Etat actuels: enfermer le passé dans des règles d'une minutie ostentatoire, et à seule fin que l'arbre cache la forêt. Merci Y. "tout de même".

La lettre V, exprime des sentiments ressentis par d'autres lecteurs: très bien, mais un peu touffu. Et, de fait, à bien des égards, le mouvement pour les Conseils fut "touffu": il a voulu discuter tous les problèmes et, comme c'est souvent le cas, plus d'une fois il s'y perdit. Mais pouvait-on le réduire à quelques schémas abstraits, à des titres de livres et à l'inévitable mention des grands pères Marx, Luxembourg, Lénine, Bakounine et autres. Ces multiples tendances et sous-tendances n'étaient pas faibles parce que divisées, mais divisées parce que faibles. A l'origine, aux temps du spartakisme, elles étaient fortes (très relativement) et donc unies (très relativement). Et cette multiplicité, cet aspect "touffu", n'est-il pas aussi celui que -toutes proportions gardées- nous observons aujourd'hui dans la seule région parisienne? Tout ce qu'on peut dire ici, c'est que la prolifération des groupes, quand elle existe, n'est pas le fruit du caprice ou du hasard. Seulement, ce qui nous paraît

hallucinant chez "les autres", nous semble à peu près naturel "chez nous".

Le camarade de la lettre V nous reproche à la fois d'avoir ici, négligé des questions fondamentales et, là, trop condensé. Il regrette les abréviations "mystérieuses", mais le nom entier et sa traduction sont donnés dès qu'ils apparaissent pour la première fois, et un aperçu sur les groupes qui vécurent sous ces initiales, est susceptible d'intéresser certains lecteurs, sinon ce camarade lui-même. Les discussions "byzantines"? Mais tout débat politique est "byzantin", vu du dehors. Quant au "grave défaut" des Grundprinzipien il est inexistant (sur ce point en tout cas): cette conception est tirée en droite ligne des écrits de Marx. Celui-ci eut sans doute des rapports de pensée avec Proudhon, et aussi des centaines d'autres, cependant l'objet de ce document n'était pas de contribuer à l'histoire des idées socialistes au XIX^e siècle, mais bien à la politique ouvrière au XX^e.

Les autres critiques de la lettre V ne me semblent pas mieux fondées, si leur caractère fraternel est évident. Ainsi parler de l'organisation des travailleurs en Conseils et des bases économiques de leur pouvoir, comme le fait notre article, revient en réalité à parler de "dictature du prolétariat", sans recourir à une formule qui n'a plus aujourd'hui qu'un sens sinistre.

Les rapports avec l'anarchisme? Très intéressant, peut-être! Seulement, la pensée des anarchistes allemands est à présent quasi oubliée (le récent exposé de Woodcock, en anglais, est moins qu'indigent sur ce point). Il eut donc été nécessaire de rappeler la personnalité et les idées de Johann Most, d'abord, puis de Raphaël Friedeberg, Fritz Kater, Karl Roche, Max Nettlau, Rudolf Rocker, August Souchy, de Gustav Landauer et d'Ernst Muehsam, et tant d'autres, sans oublier le hollandais Mueller Lehning - (et sa tentative de renouveler la pensée anarcho-syndicaliste dans les années 25-30, restée sans écho parce que les anarchistes sont aussi conservateurs que les marxistes.)

Et puisque les idées des penseurs n'ont aucune force s'il n'y a personne au monde pour s'en soucier, il aurait fallu retracer l'évolution des groupes anarchistes allemands, en particulier des anarcho-syndicalistes: l'évolution de la tendance "localiste" dans les "syndicats libres", à la fin du siècle dernier, puis sa constitution en FVDG (Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaft: confédération libre des syndicats allemands); puis, la formation, progressive et chaotique, au cours de la révolution allemande, et ensuite, de la FAUD-AS (Freien Arbeiter-Union Deutschland (anarchosyndicalisten): libres unions ouvrières d'Allemagne).

En outre, on aurait dû exposer les discussions "byzantines" au sein de ces organisations et surtout, et bien plus encore, leur action pratique, par exemple leur rôle considérable et ignoré, volontairement ou non, dans les luttes et les idées spartakistes, ou dans les Conseils et les combats armés des mineurs de la Ruhr en 1919-20 (le récent ouvrage de l'historien d'Etat, Peter von Oertzen, est très insuffisant); et ce n'est qu'une moitié de l'histoire puisqu'il reste les différents groupes anarchistes comme celui du Fanal avec le poète Muehsam (sur l'anarcho-syndicalisme allemand, consulter l'étude de Gerhardt Aigte dans Die Internationale, organe théorique de la FAU, Nos de décembre 1930 à août 1931 - qui laisse bien des choses de côté - et l'excellent travail de l'ancien officier de cavalerie Hans Boettcher sur le syndicalisme révolutionnaire aux E-U, en Allemagne et Grande-Bretagne, Iéna, 1922). On voit d'ici le tableau! Et bien sûr, et c'est la moindre des choses, il aurait fallu en faire autant pour la KAP, etc... !!

En bref, pour être valide, une critique comme celle de la lettre V devrait nous donner aussi le moyen de dire en 22 pages ce que 220 pages d'une écriture dense ne contiendraient pas. En vérité, pour tenter de combler cette lacune et beaucoup d'autres (à coup sûr plus importantes) dans le travail d'I.C.O. il faudrait une participation beaucoup plus large des camarades à tout le travail d'I.C.O.: réunions correspondance, abonnements, financement, etc...

-VII/ d'un camarade hollandais:

"Vous venez de me mettre au courant d'une lettre (lettre IV) envoyée par Y., qui m'a bien étonné. Il exprime vis-à-vis de vous un certain doute de la valeur (scientifique) générale de l'article sur les conseils ouvriers en Allemagne, publié dans votre numéro spécial d'août-septembre.

Sur quoi est-il basé? Sur le seul fait, il me semble, qu'il se méfie de la précision d'une citation de Hilferding, qui se trouve sur la page 18 du numéro indiqué.

Son observation m'a surpris tout de suite. Si je ne me trompe pas, votre article sur les conseils en Allemagne, s'est formé d'un texte, écrit par un camarade hollandais, mort depuis quelques années, corrigé par un camarade français, avec lequel ce hollandais entretenait des relations amicales. Le français je ne l'ai rencontré qu'une seule fois. Mais le hollandais, je l'ai bien connu. Il était très sérieux et travaillait toujours avec une exactitude au plus haut degré. Il serait coupable d'une falsification de texte? Ça me paraît presque incroyable. Malgré ça j'ai relu directement mon "Hilferding".

La citation dont il s'agit, ne peut pas, dit Y., se trouver à la première page du livre d'Hilferding, parce que ce livre est précédé d'un avant-propos. Ça prouve - dit toujours Y., que la citation est prise autre part, et il vous demande pourquoi vous n'avez pas dit où.

Je peux assurer Y., de deux choses: premièrement l'auteur hollandais de votre étude n'avait pas la (mauvaise) coutume de dériver ses citations de seconde main sans l'indiquer avec précision. Deuxièmement: la citation d'Hilferding se trouve en effet justement à la place indiquée.

Devant moi, sur mon bureau se trouve un exemplaire original (allemand) du "Finanzkapital" de Hilferding. Le livre (deuxième édition) est paru en 1920 à Vienne, aux éditions de la Librairie Populaire de Vienne ("Verlag der Wiener Volksbuchhandlung"). L'oeuvre -en effet- est pourvue d'un avant-propos, numéroté en chiffres romains! Voilà comment le premier chapitre peut commencer et commence en effet à la page I (arabe).

Tout ce que remarque Y., sur ce point là se dirige contre lui. A-t-il supposé (seulement) l'existence d'un avant-propos ou bien en était-il au courant? Avec quelle édition du "Finanzkapital" travaille-t-il? Pourquoi il ne le dit pas? A-t-il basé sa critique sur une connaissance superficielle du livre en question? Et croit-il, lui qui se méfie de votre texte, justement à cause d'une négligence suggérée, imposer ainsi une conviction de la sincérité de sa critique?

Ce que Y., vous reproche ne se restreint pas à cela. Il dit plus. Selon lui la citation est mutilée et par-dessus mal interprétée. Ce que je voudrais lui répondre est ceci:

- Il est vrai que le passage en question chez Hilferding est plus étendu. Peut-être aurait-il été préférable d'indiquer les propositions incidentes qui sont supprimées d'une manière ou d'une autre. Là, d'accord. Mais une critique qui se base sur ce fait est la critique d'une sorte de philologue; ce n'est une critique ni sociale, ni économique. Ça j'ose le dire, parce que la citation telle qu'elle est faite, contient précisément les propositions principales du passage donné, exactement dans les mots d'Hilferding lui-même.

Dans son livre, l'auteur du "Finanzkapital" constate que la société, soit dans la forme de la famille patriarcale, soit dans une forme socialiste, se procure les organisations qui, comme représentantes de la conscience sociale, décident quantité et sorte de la production et qui partagent le produit social parmi les membres. A ce point là, suit immédiatement le passage dont nous nous occupons ici. Entre les mots qui précèdent et les mots qui suivent il y a un rapport bien distinct. Parce que dans la suite aussi - comme au début - Hilferding parle tantôt de la famille patriarcale (ou de son chef: le Pater familias) tantôt de la société socialiste.

Veut-on, comme l'auteur de votre article, faire savoir aux lecteurs

ce que Hilferding, lui, pense de l'organisation productive d'une société socialiste il suffit de se référer à cette partie de la phrase compliquée.

Bien sûr, on a le droit de faire comme ça. Loin d'être -comme le suggère Y., une altération du texte original, il ne s'agit que d'une simplification qui - sans rien changer- le rend plus clair.

Si par exemple, on trouvait dans les propositions incidentes (en rapport avec la famille patriarcale) par contre des idées ou des réflexions qui commenteraient les propositions principales sur la société socialiste, on aurait été obligé de renoncer à une telle simplification. Mais il n'est pas question de ça !

Il me semble bien possible qu'Y., qui ne savait pas que la citation se trouve en effet à la première page, est ni bien au courant du texte original, ni de ce qu'il exprime en effet. Mal équipé ainsi, il est entré dans une bataille pour des recherches scientifiques en nous ônant, justement de ce point de vue, l'exemple d'un drôle de combat.

Pour terminer - et à côté de tout ce que j'explique ci-dessus- permettez-moi de dire que je suis en désaccord avec Y., sur ce qu'on pourrait reprocher à Hilferding: "son économisme". Bien sûr: pour mieux comprendre la société il nous faut plus que l'économie politique. Mais ce qu'Hilferding a voulu, comme il l'explique dans son "avant-propos" n'est rien d'autre qu'approfondir notre connaissance de certains phénomènes économiques du capitalisme de nos jours, c'est-à-dire des jours dans lesquels son livre est paru, au début du XX^e siècle.

La faute d'Hilferding n'est pas qu'il ait recherché des phénomènes économiques sous l'angle de l'économie politique, comme si l'on pouvait reprocher à un chimiste de rechercher certains phénomènes chimiques du point de vu de la chimie, bien qu'il faille aller plus loin et que pour bien comprendre la matière il nous faille par exemple, la mécanique autant que la physique.

La faute d'Hilferding n'est pas son "économisme". Il faut critiquer sur ce point là le fait qu'il fait croire que la société se développerait vers un type de trust, intitulé chez lui le "Cartel général", enserrant en même temps toute offre et toute demande, en oubliant que l'échange suppose deux producteurs indépendants: l'un offre et l'autre a besoin d'un certain produit.

Ce qu'il faut ajouter à cette critique - pour la mettre au point - c'est que les idées d'Hilferding sur le "Cartel général" (das (General-kartel")) sont influencées d'une manière très typique par les opinions des sociaux-démocrates qui croient que la transformation de la société capitaliste en société soi-disant socialiste n'est qu'un acte politique, facilement possible dès que l'organisation de la production a pris une certaine forme (l'apparition des trusts et du secteur public à une échelle assez étendue), tandis qu'en réalité il s'agit de l'abolition de l'exploitation sous la forme du travail salarié et de la réalisation de la gestion ouvrière.

Il me manque dans cette lettre, qui est déjà plus longue que je m'étais proposé et qui a déjà trop retenu votre attention, l'occasion de poursuivre et de développer mes opinions sur ce point là. Mais vous voyez bien, j'espère, comment cette critique de Hilferding est en rapport avec l'objet de votre article: la signification et le rôle des Conseils Ouvriers. "

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER